



## **CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES DE LA MÉDITERRANÉE (CNIM)**

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6 056 220 euros

Siège social : 35, rue de Bassano - 75008 Paris

662 043 595 RCS Paris

# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2019**

<b>1. RAPPORT D'ACTIVITE DU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2019 .....</b>	<b>2</b>
<b>2. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES .....</b>	<b>15</b>
<b>3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE .....</b>	<b>40</b>
<b>4. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL .....</b>	<b>43</b>

# RAPPORT D'ACTIVITE

1	Evénements significatifs de la période.....	3
2	Activité.....	4
2.1	Enregistrement de commandes.....	4
2.2	Chiffre d'affaires.....	5
2.3	Carnet de commandes.....	6
3	Résultat.....	7
3.1	Résultat opérationnel courant et EBITDA par Secteur.....	8
3.2	Résultat non courant.....	9
3.3	Résultat des entreprises mises en équivalence.....	9
3.4	Résultat financier.....	9
3.5	Impôts.....	9
3.6	Résultat net.....	9
4	Financement / Trésorerie.....	10
4.1	Tableau de flux de trésorerie.....	10
4.2	Trésorerie nette de tout endettement.....	12
4.3	Endettement.....	12
4.4	Liquidité.....	13
4.5	Capitaux propres.....	13
5	Comptes sociaux de CNIM S.A.....	13
5.1	Résultats.....	13
5.2	Trésorerie.....	14
6	Perspectives.....	14
7	Analyse de risques.....	14
8	Transactions avec les parties liées.....	14

## 1 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

Le Groupe a annoncé dans un communiqué du 16 mai 2019 que le résultat courant de la Division « Environnement & Energie EPC » (l'une des 6 divisions opérationnelles du Groupe) se trouve négativement impacté par des pertes significatives liées à des difficultés sur certains contrats .

En Angleterre, ces difficultés se concentrent sur des défaillances de prestataires génie civilistes générant des pénalités de retard et impactant lourdement deux contrats majeurs.

Au Moyen-Orient, le Groupe se trouve également confronté à des surcoûts significatifs sur le périmètre génie civil du contrat de Sharjah. L'usine de Sharjah va être le premier centre de valorisation énergétique des déchets des Emirats Arabes Unis et représente pour le Groupe une référence commerciale clé.

Suite à ces difficultés bien identifiées, le Groupe a fortement renforcé sa stratégie de pilotage de la supply chain en particulier sur le génie civil pour l'ensemble de son activité Environnement & Energie EPC.

Ces événements conduisent à un résultat négatif 2019 pour le Groupe ; le secteur Innovation & Systèmes qui regroupe notamment les activités pour les marchés de la défense, du spatial, du nucléaire et du semi-conducteur, prévoit un résultat positif sur l'année.

Le Groupe - en tant qu'acteur clé des services thermiques et de réduction de l'impact environnemental- poursuit son développement dans le domaine de l'environnement et de l'énergie avec l'acquisition de la société Cométal France et élargit son offre dans le domaine de la défense et de la sécurité, notamment avec l'acquisition de la société Airstar Aerospace.

### **Acquisition de la société Airstar Aerospace**

CNIM S.A. a acquis le 22 mars, 85% du capital de la société Airstar Aerospace, précédemment détenue par le groupe Airstar. Thales Alenia Space demeure actionnaire minoritaire aux côtés de CNIM et partenaire industriel clé, en particulier dans le cadre du programme de dirigeable stratosphérique StratobusTM.

La société Airstar Aerospace est un acteur majeur dans les domaines de la conception et de la fabrication de ballons captifs, de ballons stratosphériques (aérostats capables d'atteindre et d'évoluer dans la stratosphère), de dirigeables et de protections thermiques pour les satellites.

CNIM vise, avec cette acquisition, à devenir le leader européen des plateformes de ballons et de dirigeables pour les domaines de la défense, de la sécurité, de l'inspection et du spatial.

### **Acquisition de la société Cométal France**

CNIM S.A. a acquis le 29 mai, 100% du capital de la société COMETAL France.

Créée en 2000, COMETAL France est une entreprise industrielle française, spécialisée dans la fabrication et la maintenance de grilles de combustion destinées aux centrales de cogénération biomasse et aux centres de valorisation énergétique des déchets. L'entreprise commercialise également des pièces de rechange.

Avec cette acquisition, CNIM élargit et renforce son offre de services, de retrofit et de fourniture de pièces détachées sur ses marchés de prédilection.

## 2 ACTIVITE

### 2.1 Enregistrement de commandes

#### 2.1.1 Commandes Groupe par Secteur

(en millions d'euros)	2018			2019			Variation 2019 / 2018
	1er Trimestre	2nd Trimestre	Cumul 30.06.2018	1er Trimestre	2nd Trimestre	Cumul 30.06.2019	
Environnement & Energie	50,4	51,2	<b>101,6</b>	480,3	9,5	<b>489,8</b>	+382,1%
Innovation & Systèmes	36,8	33,8	<b>70,6</b>	31,7	23,3	<b>55,0</b>	-22,1%
<b>Groupe CNIM</b>	<b>87,2</b>	<b>85,0</b>	<b>172,2</b>	<b>512,0</b>	<b>32,8</b>	<b>544,8</b>	+216,4%

Les commandes du Groupe pour le premier semestre s'élèvent à 544,8 millions d'euros contre 172,2 millions d'euros au 1er semestre 2018 et 365,9 millions d'euros au 1er semestre 2017.

#### 2.1.2 Commandes Environnement & Energie

(en millions d'euros)	2018			2019			Variation 2019 / 2018
	1er Trimestre	2nd Trimestre	Cumul 30.06.2018	1er Trimestre	2nd Trimestre	Cumul 30.06.2019	
EPC	0,4	2,4	<b>2,8</b>	373,4	(2,0)	<b>371,4</b>	+13292,9%
LAB	5,4	9,8	<b>15,2</b>	12,1	0,9	<b>13,0</b>	-14,4%
Services	8,2	32,0	<b>40,2</b>	22,9	8,4	<b>31,3</b>	-22,1%
O&M	36,4	7,1	<b>43,4</b>	71,9	2,2	<b>74,1</b>	+70,6%
<b>Environnement &amp; Energie</b>	<b>50,4</b>	<b>51,2</b>	<b>101,6</b>	<b>480,3</b>	<b>9,5</b>	<b>489,8</b>	+382,1%

Quatre « Business Divisions » ont été constituées au sein du Secteur Environnement & Energie :

- « EPC » : usines neuves de valorisation de déchets ménagers « clés en mains » ;
- « LAB » : activités de traitement de fumées pour usines de valorisation de déchets ménagers, systèmes de traitement de fumées pour moteurs de navires marchands, systèmes d'extraction de métaux des cendres issues de l'incinération de déchets, prestations de services liées ;
- « Services » : offre d'expertise, d'amélioration des performances, de rénovation des centres de valorisation de déchets et biomasses et des installations de combustion ;
- « O&M » : exploitation et maintenance des centres de valorisation de déchets et biomasses.

#### **Division E&E EPC**

La Division a enregistré au premier semestre 2019, l'ordre d'exécution de l'usine de valorisation de déchets de Lostock (Angleterre), ainsi que celui de l'usine de Rambervilliers (France).

#### **Division E&E LAB**

Au cours du premier semestre 2018, LAB SA avait enregistré une commande « clés en mains » des systèmes de traitement de fumées pour une usine en Suède (Hogdalen). La Division maintient une prévision de prise de commandes 2019 à un niveau élevé (systèmes de traitement de fumées pour usines de valorisation de déchets ménagers et pour navires), mais positionnée au second semestre.

**Division E&E Services**

La Division a enregistré 31,3 millions d'euros au premier semestre 2019, avec notamment d'importantes commandes pour la société Albioma relatives notamment à la centrale du Moule en Guadeloupe : conversion de combustible (charbon à biomasse), système de traitement de fumées.

**Division E&E O&M**

Le Groupe a bénéficié au premier semestre de l'extension du contrat d'exploitation d'une usine en concession en Angleterre, dans laquelle il a une participation minoritaire. A fin juin 2019, la Division a ainsi enregistré une commande significative, à hauteur de la rémunération fixe de ce contrat de cinq ans.

2.1.3 Commandes Innovation & Systèmes

(en millions d'euros)	2018			2019			
	1er Trimestre	2nd Trimestre	Cumul 30.06.2018	1er Trimestre	2nd Trimestre	Cumul 30.06.2019	Variation 2019 / 2018
Division Systèmes Industriels	13,7	7,5	21,2	13,8	3,6	17,4	-17,9%
Bertin	23,1	26,3	49,4	17,8	19,8	37,7	-23,8%
<b>Innovation &amp; Systèmes</b>	<b>36,8</b>	<b>33,8</b>	<b>70,6</b>	<b>31,7</b>	<b>23,4</b>	<b>55,0</b>	<b>-22,0%</b>

Deux « Business Divisions » constituent le Secteur Innovation & Systèmes :

- DSI : Division Systèmes Industriels ;
- Les filiales « Bertin ».

Les commandes du premier semestre 2019 sont pour la Division Systèmes Industriels en retrait par rapport celles du premier semestre 2018 (moins de commandes sur l'activité « Dissuasion » et sur l'activité « Autres industries »).

Les commandes des filiales Bertin se répartissent comme suit par activité :

	30.06.2018	30.06.2019
Systèmes & Instrumentation	69%	78%
Technologies de l'information	13%	14%
Conseil	18%	8%

La baisse des commandes Conseil s'explique en bonne partie par l'évolution de périmètre entre 2018 et 2019, avec les cessions en 2018 des activités Ergonomie et Modélisation.

2.2 Chiffre d'affaires

2.2.1 Chiffre d'affaires par Secteur

(en millions d'euros)	2018			2019			Variation 2019 / 2018
	1er Trimestre	2nd Trimestre	Cumul 30.06.2018	1er Trimestre	2nd Trimestre	Cumul 30.06.2019	
Environnement & Energie	86,7	138,2	224,9	77,8	102,5	180,2	-19,8%
Innovation & Systèmes	46,8	50,8	97,6	42,3	49,4	91,6	-6,1%
<b>Groupe CNIM</b>	<b>133,5</b>	<b>189,0</b>	<b>322,5</b>	<b>120,0</b>	<b>151,8</b>	<b>271,8</b>	<b>-15,7%</b>

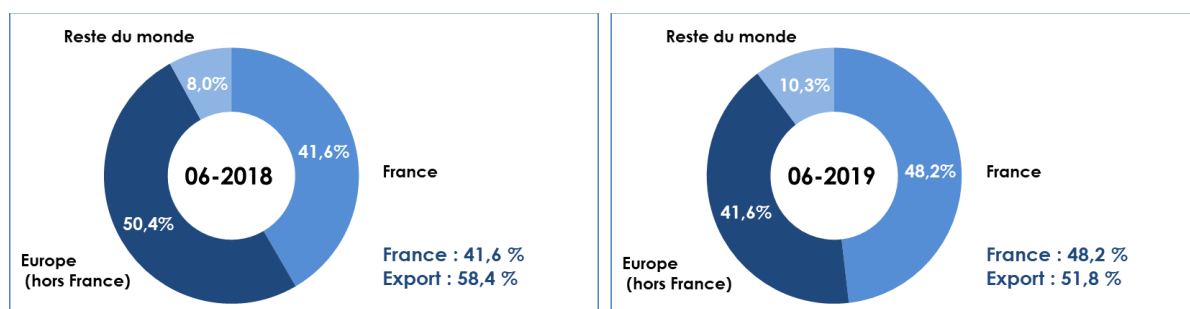
Le chiffre d’affaires du premier semestre 2019 s’élève à 271,8 millions d’euros, contre 322,5 millions d’euros au premier semestre 2018.

Le chiffre d’affaires du Secteur Environnement & Energie est en baisse de 19,8 % par rapport au premier semestre 2018 du fait des difficultés rencontrées sur certains contrats en cours d’exécution au sein de la Division « EPC » (comme évoqué dans les événements marquants de la période) qui ont affecté la marge et le niveau d’avancement de la réalisation de ces contrats.

Le chiffre d’affaires du Secteur Innovation & Systèmes est en baisse de 6,1 % par rapport au premier semestre 2018, au niveau de la Business Division « Bertin » : effet de variation de périmètre (cession des fonds de commerce « Ergonomie » et « Modélisation » en 2018), et activité « Bertin Systèmes & Instrumentation » prévue plus forte au second semestre.

### 2.2.2 Chiffre d’affaires par zone géographique

Le Chiffre d’affaire réalisé à l’export représente 51,8 % du chiffre d’affaires total au 30 juin 2019 (58,4 % à fin juin 2018, et 47,0 % à fin juin 2017).



Le chiffre d’affaires semestriel 2019 du Groupe a été réalisé à hauteur de 48,2 % en France, 41,6 % en Europe hors France et 10,3 % hors Europe.

### 2.3 Carnet de commandes

(en millions d’euros)	Carnet au 01.01.2019	Commandes au 30.06.2019	Chiffre d’affaires au 30.06.2019	Carnet de commandes 30.06.2019
Environnement & Energie	712,8	489,8	180,2	1 022,3
Innovation & Systèmes	268,8	55,0	91,6	232,2
<b>Groupe CNIM</b>	<b>981,6</b>	<b>544,8</b>	<b>271,8</b>	<b>1 254,5</b>

Le carnet de commandes du Groupe au 30 juin 2019 s’élève à 1 254,5 millions d’euros, soit un niveau historiquement élevé, supérieur de 27,8 % au carnet du 1<sup>er</sup> janvier 2019, la variation par Secteur se décomposant comme suit :

- + 43,4 % pour le Secteur Environnement & Energie ;
- - 13,6 % pour le Secteur Innovation & Systèmes.

La répartition du carnet de commandes par Division est la suivante :

(en millions d'euros)	Carnet au 01.01.2019	Commandes au 30.06.2019	Chiffre d'affaires au 30.06.2019	Carnet de commandes 30.06.2019	
<b>Environnement &amp; Energie</b>	<b>712,8</b>	<b>489,8</b>	<b>180,2</b>	<b>1 022,3</b>	<b>81%</b>
EPC	483,2	371,4	78,1	776,4	62%
LAB	78,7	13,0	33,5	58,2	5%
Services	49,4	31,3	33,2	47,5	4%
O&M	101,5	74,1	35,4	140,2	11%
<b>Innovation &amp; Systèmes</b>	<b>268,8</b>	<b>55,0</b>	<b>91,6</b>	<b>232,2</b>	<b>19%</b>
Division Systèmes Industriels	200,1	17,4	51,8	165,8	13%
Filiales Bertin	68,7	37,7	39,8	66,5	5%
<b>Groupe CNIM</b>	<b>981,6</b>	<b>544,8</b>	<b>271,8</b>	<b>1 254,5</b>	<b>100%</b>

- E&E EPC : 62 % (onze contrats en cours de réalisation)
- E&E LAB : 5 %
- E&E Services : 4 %
- E&E O&M : 11 %
- I&S DSI : 13 %
- I&S Bertin : 5 %

### 3 RESULTAT

Les états financiers condensés ont été préparés en utilisant les mêmes règles et méthodes comptables appliquées pour l'élaboration des comptes annuels au 31 décembre 2018, à l'exception des modifications citées dans la Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

(en millions d'euros)	30.06.2018	30.06.2019
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>322,5</b>	<b>271,8</b>
<b>EBITDA</b>	<b>15,6</b>	<b>(57,7)</b>
Résultat opérationnel courant	6,1	(67,2)
Résultat opérationnel non courant	9,5	(14,9)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>15,5</b>	<b>(82,2)</b>
Entreprises mises en équivalence	2,3	2,6
<b>Résultat opérationnel après quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence</b>	<b>17,8</b>	<b>(79,6)</b>
Résultat financier	0,4	(4,6)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>18,3</b>	<b>(84,2)</b>
Impôts	(3,9)	(0,8)
<b>Résultat net de la période</b>	<b>14,4</b>	<b>(85,0)</b>
Dont intérêts minoritaires	(1,5)	(5,2)
<b>Résultat net (part du Groupe)</b>	<b>15,9</b>	<b>(79,8)</b>

Le résultat opérationnel courant du Groupe, et donc l'EBITDA, sont très significativement impactés par des pertes sur trois contrats de la Division E&E EPC.

Conformément à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires résumés, le Groupe classe en « Autres produits opérationnels » et « Autres charges opérationnelles », les opérations non courantes de montant significatif et pouvant nuire à la lisibilité de la performance opérationnelle courante. Elles peuvent comprendre :

- Les plus ou moins-values de cessions d'activités ou d'ensemble d'actifs ;
- Les coûts d'acquisition et d'intégration liés aux regroupements d'entreprises ;
- Les coûts de restructuration résultant de plans dont le caractère inhabituel et l'importance perturbent la lisibilité du résultat opérationnel courant ;
- Les provisions et les pertes de valeurs d'actifs corporels ou incorporels de matérialité significative ;
- Les coûts encourus ou estimés liés à facteurs exogènes indépendants de l'efficacité opérationnelle tels que des décisions politiques.

Par ailleurs, conformément à la définition donnée dans le Document de Référence 2018 du Groupe, enregistré le 28 mars 2019 par l'AMF, l'EBITDA est défini par le Résultat opérationnel hors dotation aux amortissements de l'exercice, hors dépréciation d'actifs non courants et hors impact des cessions d'actifs non courants.

### 3.1 Résultat opérationnel courant et EBITDA par Secteur

La contribution des différents Secteurs au chiffre d'affaires et au résultat opérationnel courant ainsi que l'évolution par rapport à juin 2018 sont indiquées ci-après :

(en millions d'euros)	30.06.2018			30.06.2019		
	CA	ROC	ROC/CA	CA	ROC	ROC/CA
Environnement & Energie	224,9	0,8	0,4%	180,2	(67,9)	(37,7)%
Innovation et Systèmes	97,6	5,2	5,4%	91,6	0,7	0,7%
<b>Groupe CNIM</b>	<b>322,5</b>	<b>6,1</b>	<b>1,9%</b>	<b>271,8</b>	<b>(67,2)</b>	<b>(24,7)%</b>

L'EBITDA sectoriel évolue comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2018			30.06.2019		
	CA	EBITDA	EBITDA/CA	CA	EBITDA	EBITDA/CA
Environnement & Energie	224,9	3,6	1,6%	180,2	(64,1)	(35,6)%
Innovation et Systèmes	97,6	12,1	12,4%	91,6	6,4	7,0%
<b>Groupe CNIM</b>	<b>322,5</b>	<b>15,6</b>	<b>4,9%</b>	<b>271,8</b>	<b>(57,7)</b>	<b>(21,2)%</b>

#### Secteur Environnement & Energie :

- Le résultat du Secteur au premier semestre est fortement impacté par les pertes constatées sur les contrats de Sharjah, South London et Kemsley (Division E&E EPC) ;
- L'activité d'extraction de métaux à partir de cendres issues de l'incinération de déchets (trois unités en exploitation aux Etats Unis) est pénalisée par l'évolution défavorable du prix des métaux non ferreux ;
- La Division « Services » dégage également une contribution négative au premier semestre (rentabilité insuffisante de l'activité « Services de proximité », augmentation des coûts à terminaison pour deux contrats de rénovation d'usine) ;
- La Division « O&M » contribue positivement, de façon récurrente, au résultat.

Le Groupe anticipe un résultat opérationnel courant positif pour le Secteur Environnement & Energie au second semestre 2019.

#### Secteur Innovation & Systèmes :

- Le résultat semestriel de la Division Systèmes Industriels est inférieur à celui de l'année dernière, essentiellement du fait de l'avancement du portefeuille de contrats en cours ;



- Le résultat de la Division Bertin est attendu positif, comme en 2018, au second semestre, compte tenu de l'avancement des contrats en cours.

Le Groupe anticipe également un résultat opérationnel courant positif pour le Secteur Innovation & Systèmes au second semestre 2019.

### 3.2 Résultat non courant

Au premier semestre 2019, le Groupe a comptabilisé en résultat non courant :

- les coûts de réorganisation juridique du Groupe ;
- des dépréciations d'actifs liées :
  - à des coûts de mise en place et de pré-exécution d'un contrat qui avait fait l'objet d'une décision d'attribution antérieure, mais dont la mise en vigueur, soumise à l'approbation finale d'une instance politique, a fait l'objet d'un nouveau report, source d'incertitudes quant à la réalisation effective du contrat ;
  - aux actifs « Geodur », suite à la prise en compte dans les prévisions à moyen terme de l'activité d'un indice revu à la baisse du prix des métaux non ferreux, compte tenu de l'évolution 2019 de cet indice.

### 3.3 Résultat des entreprises mises en équivalence

La contribution des entreprises mises en équivalence est de 2,6 millions d'euros, contre 2,3 millions d'euros au premier semestre 2018.

Cette contribution positive provient essentiellement des participations détenues par le Groupe dans trois unités de valorisation de déchets en Angleterre.

### 3.4 Résultat financier

Le résultat financier semestriel s'élève à - 4,6 millions d'euros, avec la décomposition suivante :

- Ecart de change : - 4,0 millions d'euros
- Coûts de l'endettement : - 0,7 million d'euros

Le poste « écarts de change » inclut principalement le coût de portage (points de terme latents et réalisés) des instruments dérivés de change mis en place pour couvrir les flux futurs des contrats commerciaux ; la part « points de terme » des couvertures à terme en devises (systématiques sur contrats) est constatée en résultat financier, avec de fortes variations de la part latente.

### 3.5 Impôts

La charge d'impôt, n'inclut que partiellement l'activation de l'impôt en France sur le périmètre CNIM intégration fiscale, en application du principe de prudence.

### 3.6 Résultat net

Le résultat net consolidé « Part du Groupe », hors intérêts minoritaires, s'établit à - 79,8 millions d'euros.

## 4 FINANCEMENT / TRESORERIE

### 4.1 Tableau de flux de trésorerie

Les principaux éléments du tableau de flux de trésorerie des comptes consolidés condensés sont les suivants :

(en millions d'euros)	30.06.2018	30.06.2019
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>(6,8)</b>	<b>(51,4)</b>
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	(26,3)	(57,2)
Impôts payés	(4,0)	(0,0)
Flux liés aux investissements	6,3	(13,2)
Flux liés au financement	(3,3)	69,6
Autres	(0,6)	0,3
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>(34,7)</b>	<b>(52,1)</b>
Trésorerie d'ouverture	144,7	84,4
Trésorerie de clôture	110,0	32,4

La trésorerie est définie dans le tableau de flux de trésorerie par la trésorerie brute (détaillée en paragraphe 4.2), déduction faite des concours bancaires courants.

#### 4.1.1 Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement avant le coût de l'endettement financier et de l'impôt s'élève à - 51,4 millions d'euros au 30 juin 2019, contre - 6,8 millions d'euros à fin juin 2018, pour les raisons explicitées dans le paragraphe 3.

#### 4.1.2 Besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)	31.12.2018	30.06.2019	Variation	Ecart de conversion, périmètre, autres	Variation BFR (TFT)
<b>Actif</b>					
Stocks et encours	21,9	24,3	2,4	(1,0)	1,4
Avances et acomptes versés s/commandes	8,0	4,4	(3,6)	0,0	(3,6)
Clients & comptes rattachés	101,2	127,8	26,5	(48,1)	(21,5)
Produits à recevoir sur contrats	137,0	161,0	23,9	47,3	71,2
Créances fiscales & sociales	74,9	80,8	5,9	(1,2)	4,7
Autres actifs opérationnels courants	12,7	20,1	7,4	(8,4)	(1,0)
<b>S/T ACTIF</b>	<b>355,7</b>	<b>418,3</b>	<b>62,6</b>	<b>(11,4)</b>	<b>51,2</b>
<b>Passif</b>					
Avances et acomptes reçus s/commandes	(2,2)	(3,9)	(1,7)	0,3	(1,4)
Fournisseurs	(186,1)	(138,3)	47,9	1,8	49,7
Produits constatés d'avance sur contrats	(57,2)	(87,1)	(29,8)	1,5	(28,3)
Dettes sociales et fiscales	(70,4)	(72,1)	(1,7)	0,9	(0,8)
Autres passifs opérationnels courants	(11,3)	(22,3)	(11,0)	(2,1)	(13,1)
<b>S/T PASSIF</b>	<b>(327,3)</b>	<b>(323,6)</b>	<b>3,6</b>	<b>2,4</b>	<b>6,1</b>
<b>Besoin en Fonds de Roulement</b>	<b>28,4</b>	<b>94,7</b>	<b>66,3</b>	<b>(9,0)</b>	<b>57,3</b>

Le besoin en fonds de roulement du Groupe a varié défavorablement de 57,3 millions d'euros au cours du premier semestre 2019.

La trésorerie du Groupe est fortement impactée par le positionnement, après le premier semestre, des jalons de facturation liées à la réception des principaux contrats EPC en cours d'achèvement.

Compte tenu de son activité, fortement marquée par les contrats long terme, le Groupe peut connaître des variations significatives de son besoin en fonds de roulement, liées au positionnement respectif dans le temps des échéanciers de paiement clients et des calendriers d'exécution des principaux contrats en cours.

#### 4.1.3 Investissements

Au premier semestre 2019, les flux liés aux investissements représentent -13,2 millions d'euros se décomposant en :

- Acquisitions d'immobilisations incorporelles : - 3,7 millions d'euros.  
Les augmentations d'immobilisations incorporelles concernent principalement des frais de recherche et développement et des licences informatiques ;
- Acquisitions d'immobilisations corporelles : - 6,2 millions d'euros.  
Les augmentations d'immobilisations corporelles concernent principalement des équipements industriels (Division Systèmes Industriels, Division Bertin) et des aménagements de bâtiments (site de La Seyne sur mer) ;
- Acquisitions d'actifs financiers : - 0,9 million d'euros ;
- Incidence des variations de périmètre - 2,6 millions d'euros, dont :
  - acquisition d'Airstar Aerospace (prix d'acquisition - 1,7 millions d'euros, trésorerie acquise 0,2 million d'euros) ;
  - acquisition de COMETAL (prix d'acquisition - 0,8 million d'euros, trésorerie acquise - 0,2 million d'euros) ;
- Variation des avances et prêts consentis : - 0,5 million d'euros ;
- Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence : + 0,3 million d'euros ;
- Autres : + 0,4 million d'euros.

Au premier semestre 2018, les flux d'investissements comprenaient des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles : + 11,5 millions d'euros relatives à la cession par Bertin Technologies de son activité « Bertin Ergonomie » et l'encaissement du solde de la cession du fonds de commerce de Bertin Pharma.

#### 4.1.4 Flux de trésorerie affectés au financement

Les flux de trésorerie affectés au financement représentent un impact de + 69,6 millions d'euros sur la période, correspondant à une augmentation du tirage sur la ligne de crédit CNIM (+ 70 millions d'euros), le remboursement de dettes financières pour - 10 millions d'euros (principalement - 2,7

millions d'euros de dettes de location au titre de l'application de la norme IFRS 16 sur les contrats de location et - 6,0 millions d'euros relatifs à l'emprunt d'acquisition Exensor, voir paragraphe 4.3) ,et la mobilisation partielle de la créance fiscale du Groupe (Crédit d'Impôt Recherche) pour 10 millions d'euros.

#### 4.2 Trésorerie nette de tout endettement

(en millions d'euros)	31.12.2018	30.06.2019
Equivalents de trésorerie	17,0	0,3
Trésorerie	68,9	35,8
<b>Trésorerie Brute</b>	<b>86,0</b>	<b>36,1</b>
Passif financier non courant	(63,1)	(143,3)
Passif financier courant	(13,8)	(30,1)
<b>Passif financier courant et non courant</b>	<b>(76,8)</b>	<b>(173,5)</b>
<b>Trésorerie Nette de tout endettement</b>	<b>9,1</b>	<b>(137,3)</b>

La trésorerie du Groupe, nette de tout endettement de - 137,3 millions d'euros comprend la dette de location en application de la norme IFRS16. L'impact de l'application de cette norme au 1<sup>er</sup> janvier 2019 est de 21,6 millions d'euros.

#### 4.3 Endettement

(en millions d'euros)	31.12.2018			30.06.2019		
	Passif Financier non courant	Passif Financier courant	Total	Passif Financier non courant	Passif Financier courant	Total
Crédit de financement de l'investissement dans le groupe Exensor	24,0	6,0	30,0	18,0	6,0	24,0
Crédit de financement des travaux de la SCI Bassano	1,1	1,1	2,3	0,6	1,1	1,7
Tirage ligne de crédit renouvelable	30,0	-	30,0	100,0	-	100,0
Crédit de financement de projets de R&D	2,0	0,5	2,5	1,7	0,7	2,4
Autres emprunts	0,1	0,1	0,2	1,1	(0,1)	1,0
<b>Emprunts</b>	<b>57,2</b>	<b>7,8</b>	<b>65,0</b>	<b>121,4</b>	<b>7,7</b>	<b>129,1</b>
Dettes de location	-	-	-	15,6	4,7	20,3
Avances remboursables	5,7	0,3	6,0	6,2	0,4	6,6
Cessions de créances	-	3,4	3,4	0,1	13,0	13,1
Autres passifs financiers	0,2	0,7	0,9	0,0	0,6	0,6
<b>PASSIF FINANCIER BRUT</b>	<b>63,1</b>	<b>12,2</b>	<b>75,3</b>	<b>143,3</b>	<b>26,4</b>	<b>169,7</b>
Concours bancaires, comptes courants	-	1,5	1,5	-	3,8	3,8
<b>PASSIF FINANCIER NET</b>	<b>63,1</b>	<b>13,8</b>	<b>76,8</b>	<b>143,3</b>	<b>30,1</b>	<b>173,5</b>

L'endettement du Groupe s'établit à 173,5 millions d'euros au 30 juin 2019.

Le Groupe bénéficie d'une ligne de crédit syndiqué (multidevises), renouvelée en décembre 2017 pour une durée initiale de cinq ans, étendue à six ans en 2018, d'un montant de 120 millions d'euros, utilisée à hauteur de 100 millions d'euros au 30 juin 2019.

#### 4.4 Liquidité

Le niveau de liquidités du Groupe (trésorerie brute et capacités de tirages complémentaires nets de la trésorerie détenue par des filiales hors du cash-pool mis en place par le Groupe) est affecté par les résultats déficitaires de trois contrats de la Division E&E EPC , et le positionnement dans le temps après le premier semestre, des jalons de facturation liés à la réception des principaux contrats EPC en cours d'achèvement ; il ressort à 41 millions d'euros au 30 juin 2019 (contre 156 million d'euros au 31 décembre 2018).

Dans le cadre de l'arrêté des comptes au 30 juin 2019, le Groupe a mis à jour ses projections de flux de trésorerie qui sont notamment fonction du jalonnement de termes de paiements clés sur les contrats en exécution. Ces projections de flux de trésorerie, au regard des seuls moyens de financement existants et mis à la disposition du Groupe et sans tenir compte de l'impact positif attendu de la signature des nouveaux contrats de construction majeurs dans le Secteur Environnement & Energie, font ressortir un niveau de liquidité permettant au Groupe d'assurer la poursuite de son exploitation.

#### 4.5 Capitaux propres

L'évolution des capitaux propres du Groupe est la suivante :

(en millions d'euros)	Capitaux propres Groupe
<b>1er janvier 2019</b>	<b>186,3</b>
Résultat du premier semestre 2019	(79,8)
Autres éléments du résultat global, variations de périmètre, opérations sur actions propres	4,6
<b>30 juin 2019</b>	<b>111,1</b>

## 5 COMPTES SOCIAUX DE CNIM S.A.

### 5.1 Résultats

Les principaux éléments du compte de résultat de la Société CNIM sont les suivants :

(en millions d'euros)	30.06.2018	30.06.2019
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>211,1</b>	<b>168,6</b>
Résultat d'exploitation	0,6	(49,4)
Résultat financier	6,6	3,6
Résultat exceptionnel	(0,1)	(9,5)
Impôts et participation	1,7	3,3
<b>Résultat net</b>	<b>8,9</b>	<b>(51,9)</b>

Plusieurs Divisions du Groupe, au sein des deux Secteurs d'activité, contribuent au chiffre d'affaires et au résultat de la Société mère du Groupe : les Divisions E&E EPC et Services, la Division Systèmes Industriels au sein du Secteur I&S.

Les principaux éléments explicatifs de variation du résultat d'exploitation au 30 juin 2019 par rapport au premier semestre 2018 sont ceux explicités pour la Division E&E EPC.

## 5.2 Trésorerie

La trésorerie brute de la Société s'élève à 10,4 millions d'euros au 30 juin 2019.

## 6 PERSPECTIVES

Le Groupe anticipe à fin d'année 2019 :

- un résultat opérationnel courant consolidé de l'ordre de -45 millions d'euros, donc un second semestre positif ;
- un résultat non courant similaire à celui du premier semestre ;
- des enregistrements de commandes à un niveau élevé, pour la seconde année consécutive, et en conséquence un carnet de commandes en forte augmentation à la fin de l'année ;
- une trésorerie nette de tout endettement à un niveau négatif mais en amélioration par rapport à la situation du 30 juin 2019.

En ligne avec l'historique long terme des performances du Groupe, et le niveau du carnet de commandes, l'objectif de résultat opérationnel courant 2020 est positif.

## 7 ANALYSE DE RISQUES

Ces risques sont décrits en note 2.7 du Document de référence 2018.

## 8 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Toutes les transactions avec des parties liées ont été réalisées sur la base de conditions commerciales normales.

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RESUMES

1	État de la situation financière consolidée intermédiaire .....	16
2	Compte de résultat consolidé intermédiaire .....	17
3	État du résultat global consolidé intermédiaire .....	18
4	Etat des variations des capitaux propres consolidés intermédiaire.....	18
5	Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaire .....	19
	Notes annexes aux comptes consolidés.....	20

## 1 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE INTERMEDIAIRE

(en milliers d' €)	Note	30.06.2019	31.12.2018*
Immobilisations incorporelles	10	22 844	22 874
Goodwill	11	72 229	70 795
Immobilisations corporelles	12	68 652	69 591
Droits d'utilisation	2	21 937	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	13	25 481	24 022
Autres actifs financiers non courants	14	17 174	15 903
Impôts différés actifs		16 459	17 835
<b>ACTIF NON COURANT</b>		<b>244 777</b>	<b>221 020</b>
Stocks et en-cours		24 315	21 876
Avances et acomptes versés sur commandes		4 387	7 977
Clients et comptes rattachés		127 772	101 237
Produits à recevoir sur contrats		160 953	137 024
Créances fiscales et sociales		83 063	78 988
Autres actifs opérationnels courants		19 560	12 875
Trésorerie et équivalents de trésorerie		36 113	85 978
<b>ACTIF COURANT</b>		<b>456 164</b>	<b>445 954</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS CONSOLIDES</b>		<b>700 941</b>	<b>666 974</b>

\* Montants non retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16 comme mentionné en Note 2

(en milliers d' €)	Note	30.06.2019	31.12.2018*
Capital	15	6 056	6 056
Primes		7 237	7 237
Réserves		177 602	140 180
Résultat net		(79 773)	32 825
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>		<b>111 122</b>	<b>186 298</b>
Intérêts ne donnant pas le contrôle (Réserves)		3 312	8 736
Intérêts ne donnant pas le contrôle (Résultat)		(5 214)	(4 966)
<b>INTÉRÊTS NE DONNANT PAS DE CONTRÔLE</b>		<b>(1 903)</b>	<b>3 770</b>
Emprunts et dettes financières	16	127 731	63 083
Dettes de location non courantes	2, 16	15 598	-
Provisions pour engagements retraite et avantages assimilés	17	29 968	26 312
Autres provisions non courantes	18	36 895	16 972
Impôts différés passif		292	704
<b>PASSIF NON COURANT</b>		<b>210 484</b>	<b>107 071</b>
Passifs financiers courants	16	25 476	13 758
Dettes de location courantes	2, 16	4 662	-
Provisions courantes	18	26 478	27 748
Fournisseurs et comptes rattachés		138 437	186 327
Produits constatés d'avance sur contrats		90 954	59 384
Dettes fiscales et sociales		72 968	71 355
Autres passifs opérationnels courants		22 261	11 262
<b>PASSIF COURANT</b>		<b>381 238</b>	<b>369 834</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS CONSOLIDES</b>		<b>700 941</b>	<b>666 974</b>

\* Montants non retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16 comme mentionné en Note 2



## 2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE INTERMEDIAIRE

(en milliers d' €)	Note	30.06.2019	30.06.2018*
<b>Chiffre d'affaires</b>	5, 6	<b>271 834</b>	<b>322 484</b>
Production stockée		2 931	(664)
Subventions d'exploitation		6 831	6 108
Autres produits courants		13 425	4 546
Achats et variation de stocks		(178 589)	(189 335)
Autres achats externes		(48 118)	(49 773)
Impôts, taxes et assimilés		(3 357)	(4 496)
Charges de personnel		(97 445)	(91 903)
Dotations aux amortissements		(9 500)	(9 624)
Variation des provisions		(18 572)	23 027
Autres charges courantes		(6 690)	(4 300)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	5	<b>(67 248)</b>	<b>6 069</b>
Autres produits (charges) non courants	7	(14 911)	9 460
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>(82 159)</b>	<b>15 529</b>
QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	13	2 553	2 289
<b>RESULTAT OPERATIONNEL APRES QP DU RESULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE</b>			
<b>MISES EN EQUIVALENCE</b>	5	<b>(79 606)</b>	<b>17 818</b>
Coût de l'endettement financier net	8	(671)	50
Résultat de change	8	(3 999)	585
Autres produits (charges) financiers	8	43	(186)
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	8	<b>(4 626)</b>	<b>449</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>(84 232)</b>	<b>18 267</b>
Charge d'impôt sur le résultat	9	(755)	(3 917)
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>		<b>(84 987)</b>	<b>14 350</b>
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>(84 987)</b>	<b>14 350</b>
dont résultat attribuable :			
. aux actionnaires de la société mère		(79 773)	15 888
. aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(5 214)	(1 538)
Résultat net par action (en €)			
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de la société mère		(28,21)	5,57
Résultat dilué par action attribuable aux actionnaires de la société mère		(28,21)	5,57
Résultat net par action des activités poursuivies		(30,06)	5,03

\* Montants non retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16 comme mentionné en Note 2

### 3 ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE INTERMEDIAIRE

(en milliers d' €)	Note	30.06.2019	30.06.2018*
<b>RÉSULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>(84 987)</b>	<b>14 350</b>
Écarts actuariels sur engagements de retraite	17	(2 264)	-
Impôt sur les éléments non recyclables		727	-
QP des éléments non recyclables des entreprises mises en équivalence, net	13	-	-
<b>Éléments non recyclables</b>		<b>(1 537)</b>	-
Écarts de conversion		(95)	(1 644)
Gains (pertes) nets sur instruments de couverture		11 002	(22)
Impôt sur les éléments recyclables		(3 560)	8
QP des éléments recyclables des entreprises mises en équivalence, net	13	(1 742)	(17)
Autres		-	1
<b>Éléments recyclables</b>		<b>5 605</b>	<b>(1 674)</b>
<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL</b>		<b>4 068</b>	<b>(1 674)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ</b>		<b>(80 920)</b>	<b>12 676</b>
Dont résultat attribuable :			
. aux actionnaires de la société mère		(74 952)	14 225
. aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(5 968)	(1 550)

\* Montants non retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16 comme mentionné en Note 2

### 4 ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMEDIAIRE

(en milliers d' €)	Note	Réserves						Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres attribuables aux intérêts ne donnant pas le contrôle	TOTAL Capitaux propres
		Capital	Primes	engagement retraite	Réserve couverture	Écart de conversion	Autres réserves			
<b>Au 31.12.2017 publié</b>		<b>6 056</b>	<b>7 237</b>	<b>(10 108)</b>	<b>1 007</b>	<b>(5 907)</b>	<b>178 431</b>	<b>176 716</b>	<b>4 317</b>	<b>181 033</b>
Impacts IFRS 9		-	-	-	-	-	(164)	(164)	-	(164)
<b>Au 01.01.2018*</b>		<b>6 056</b>	<b>7 237</b>	<b>(10 108)</b>	<b>1 007</b>	<b>(5 907)</b>	<b>178 267</b>	<b>176 553</b>	<b>4 317</b>	<b>180 869</b>
Résultat net de la période							15 888	15 888	(1 538)	14 350
Autres éléments du résultat global					(43)	(1 620)	-	(1 663)	(12)	(1 674)
<b>Résultat global de la période*</b>		-	-	-	(43)	(1 620)	<b>15 888</b>	<b>14 225</b>	<b>(1 550)</b>	<b>12 676</b>
Distribution de dividendes	15						(14 849)	(14 849)	(18)	(14 866)
Variations de périmètre <sup>(1)</sup>							1 043	1 043	4 310	5 353
Opérations sur actions propres							(3 505)	(3 505)	-	(3 505)
Augmentation de capital							-	-	-	-
Autres		0	0			(1)	2	1	(0)	1
<b>Au 30.06.2018 publié</b>		<b>6 056</b>	<b>7 237</b>	<b>(10 108)</b>	<b>964</b>	<b>(7 527)</b>	<b>176 846</b>	<b>173 468</b>	<b>7 059</b>	<b>180 527</b>

\* Montants retraités des effets de l'application de la norme IFRS 9

(1) En 2018, la variation du pourcentage d'intérêt concerne Suncnim (apport en capital de la BPI) et Cnim Martin Private Limited (partenariat avec Martin GmbH)

(en milliers d' €)	Note	Réserves						Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres attribuables aux intérêts ne donnant pas le contrôle	TOTAL Capitaux propres
		Capital	Primes	engagement retraite	Réserve couverture	Écart de conversion	Autres réserves			
<b>Au 31.12.2018 publié</b>		<b>6 056</b>	<b>7 237</b>	<b>(9 352)</b>	<b>(1 038)</b>	<b>(10 352)</b>	<b>193 746</b>	<b>186 298</b>	<b>3 770</b>	<b>190 069</b>
Impacts IFRS 16							-	-	-	-
<b>Au 01.01.2019*</b>		<b>6 056</b>	<b>7 237</b>	<b>(9 352)</b>	<b>(1 038)</b>	<b>(10 352)</b>	<b>193 746</b>	<b>186 298</b>	<b>3 770</b>	<b>190 069</b>
Résultat net de la période							(79 773)	(79 773)	(5 214)	(84 987)
Autres éléments du résultat global				(1 540)	6 483	(122)	-	4 821	(754)	4 068
<b>Résultat global de la période</b>		-	-	<b>(1 540)</b>	<b>6 483</b>	<b>(122)</b>	<b>(79 773)</b>	<b>(74 952)</b>	<b>(5 968)</b>	<b>(80 920)</b>
Distribution de dividendes	15						0	0	(0)	(0)
Variations de périmètre <sup>(1)</sup>							(148)	(148)	292	144
Opérations sur actions propres							(84)	(84)	-	(84)
Augmentation de capital		0	0				-	0	-	0
Autres							8	8	3	10
<b>Au 30.06.2019</b>		<b>6 056</b>	<b>7 237</b>	<b>(10 891)</b>	<b>5 445</b>	<b>(10 473)</b>	<b>113 749</b>	<b>111 122</b>	<b>(1 903)</b>	<b>109 220</b>

\* Montants retraités des effets de l'application des normes IFRS 16 comme mentionné en Note 2

## 5 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES INTERMEDIAIRE

(en milliers d'€)	Note	30.06.2019	30.06.2018*
<b>Résultat net de la période</b>		<b>(84 987)</b>	<b>14 350</b>
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>(84 987)</b>	<b>14 350</b>
Elimination de la QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	13	(2 553)	(2 289)
Elimination des amortissements et provisions		34 699	(12 173)
Elimination des plus ou moins values de cession		(21)	(10 518)
Elimination des produits de dividendes		(2)	(0)
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt</b>		<b>(52 865)</b>	<b>(10 630)</b>
Elimination de la charge d'impôt	9	755	3 917
Elimination du coût de l'endettement financier net	8	671	(50)
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt</b>		<b>(51 439)</b>	<b>(6 763)</b>
Total Incidence de la variation du BFR lié à l'activité		(57 245)	(26 325)
Impôts payés (incluant la C.V.A.E)		(25)	(3 995)
<b>Flux net généré par (affecté à) l'activité (A)</b>		<b>(108 710)</b>	<b>(37 084)</b>
Acquisitions (cessions) d'entreprises /activités, nettes de la trésorerie acquise		(2 551)	6 347
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(9 872)	(10 854)
Acquisition d'actifs financiers		(852)	(340)
Cessions actifs financiers		15	-
Variation des avances et prêts consentis		(493)	(1 976)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		240	11 539
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et des sociétés non consolidées		315	1 604
<b>Flux net provenant des (affecté aux) investissements (B)</b>		<b>(13 199)</b>	<b>6 319</b>
Dividendes versés par la société mère		0	1
Dividendes payés aux minoritaires		0	(12)
Cession (acquisition) nette d'actions propres		45	(3 415)
Emissions d'emprunts	16	70 395	781
Remboursements d'emprunts	16	(9 565)	(1 393)
Intérêts financiers versés		(874)	(68)
Autres opérations de financement	16	9 555	767
<b>Flux net provenant du (affecté au) financement (C)</b>		<b>69 556</b>	<b>(3 339)</b>
Incidence de la variation des taux de change (D)		266	(566)
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE A+B+C+D</b>		<b>(52 087)</b>	<b>(34 670)</b>
<b>Trésorerie d'ouverture</b>		<b>84 435</b>	<b>144 725</b>
Equivalent de trésorerie		324	14 161
Trésorerie		35 789	98 355
Trésorerie brute		36 113	112 517
Concours bancaires courants	16	(3 763)	(2 463)
<b>Trésorerie de clôture</b>		<b>32 350</b>	<b>110 055</b>
Dont trésorerie des activités poursuivies		32 350	92 362
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>		<b>(52 087)</b>	<b>(34 670)</b>

\* Montants non retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16 comme mentionné en Note 2

## NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

Note 1.	Principes comptables.....	21
Note 2.	Changements de méthodes comptables.....	22
Note 3.	Périmètre de consolidation.....	24
Note 4.	Evènements marquants de la période.....	25
Note 5.	Informations sectorielles.....	26
Note 6.	Produits des activités ordinaires.....	27
Note 7.	Résultat non courant.....	28
Note 8.	Résultat financier.....	29
Note 9.	Impôt sur les bénéfices.....	29
Note 10.	Immobilisations incorporelles.....	30
Note 11.	Goodwill.....	31
Note 12.	Immobilisations corporelles.....	33
Note 13.	Participations dans les entreprises mises en équivalence.....	34
Note 14.	Autres actifs financiers non courants.....	35
Note 15.	Capitaux propres.....	36
Note 16.	Emprunts et dettes financières.....	37
Note 17.	Engagements de retraite et avantages assimilés.....	38
Note 18.	Autres provisions pour risques et charges.....	38
Note 19.	Engagements hors bilan.....	39
Note 20.	Exposition aux risques.....	39
Note 21.	Passifs éventuels.....	39
Note 22.	Evènements postérieurs à la date de clôture.....	39

Le 29 août 2019, le Directoire a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe CNIM pour le semestre clos le 30 juin 2019.

CNIM (société mère) est une société anonyme cotée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 662 043 595 et dont le siège social est domicilié au 35 rue de Bassano, à Paris.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, sans décimale.

Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas de figure, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et sous-totaux figurant dans les tableaux.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2019.

## Note 1. Principes comptables

---

### 1.1. Normes applicables

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2019 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2019.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting_en)

La norme IAS 34 prévoit que, s'agissant de comptes consolidés intermédiaires résumés, ceux-ci n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels et doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés du Groupe de l'exercice clos au 31 décembre 2018. Ces derniers sont présentés dans le document de référence 2018 déposé auprès de l'AMF le 28 mars 2019 (D.19-0221).

A l'exception des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à partir du 1er janvier 2019 et des dispositions spécifiques d'IAS 34 utilisées pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés décrites dans les paragraphes 1.1.1. et 1.2 ci-dessous, les principes comptables utilisés pour la préparation des états financiers consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux retenus pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2018. En particulier, les conventions d'image fidèle, de continuité d'exploitation et de permanence des méthodes ont été appliquées.

#### Continuité d'exploitation

Le Groupe rappelle en note 4 de l'annexe aux comptes consolidés les principaux éléments ayant concouru aux pertes significatives encourues sur la période.

Le niveau de liquidités du Groupe (trésorerie brute et capacités de tirages complémentaires nets de la trésorerie détenue par des filiales hors du cash-pool mis en place par le Groupe) est affecté par ces résultats déficitaires et ressort à 41 millions d'euros au 30 juin 2019 (contre 156 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Dans le cadre de l'arrêté des comptes au 30 juin 2019, le Groupe a mis à jour ses projections de flux de trésorerie qui sont notamment fonction du jalonnement de termes de paiements clés sur les contrats en exécution. Ces projections de flux de trésorerie, au regard des seuls moyens de financement existants et mis à la disposition du Groupe et sans tenir compte de l'impact positif attendu de la signature des nouveaux contrats de construction majeurs dans le secteur de l'environnement, font ressortir un niveau de liquidité permettant au Groupe d'assurer la poursuite de son exploitation.

En ligne avec l'historique long terme des performances du Groupe, l'objectif de résultat opérationnel courant est prévu positif sur 2020.

Comme indiqué dans la note 16 « Emprunts et dettes financières », le Groupe dispose de 3 lignes de crédit soumises à un ratio de covenant rapportant l'endettement net du Groupe à l'EBITDA. À la suite de l'avertissement sur résultat publié le 16 mai 2019, le Groupe a obtenu par anticipation un accord de la majorité de ses banques de financement afin de pas appliquer ce covenant au 30 juin 2019. Les discussions avec les banques de financement sur l'application du covenant au 31 décembre 2019 sont prévues sur le second semestre 2019 et, au plus tard, à la date de publication des comptes annuels consolidés, prévue fin mars 2020.

#### 1.1.1. Nouveaux textes d'application obligatoire au 1er janvier 2019

- **Principaux textes d'application obligatoire au 1er janvier 2019**

##### IFRS 16 « Contrats de location »

Cette norme remplace la norme IAS 17 « Contrats de location » ainsi que les différentes interprétations existantes et introduit, pour les preneurs, un mode de comptabilisation unique pour tous les contrats de location.

Elle supprime la distinction selon IAS 17 entre les contrats de location simple et les contrats de location financement : les preneurs devront comptabiliser tous les contrats de location de manière analogue aux

modalités actuellement prévues pour les contrats de location financement par IAS 17 et comptabiliser ainsi un actif et un passif au titre des droits et obligations créées par un contrat de location.

Les changements et impacts résultant de l'application de la norme IFRS 16 sont décrits dans la note 2 « Changements de méthodes comptables ».

- **Autres textes d'application obligatoire au 1er janvier 2019**

Les textes suivants, d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2019 n'ont pas d'effet sur les états financiers consolidés du Groupe :

- Amendements à IAS 19 « Modification, réduction ou liquidation d'un régime » ;
- Amendement à IAS 28 « Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
- IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » ;
- Amendement à IFRS 9 « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative ».

### 1.1.2. Nouveaux textes IFRS adoptés par l'Union européenne non encore d'application obligatoire

Il n'existe pas de texte IFRS adopté par l'Union européenne non encore d'application obligatoire.

### 1.1.3. Textes non encore adoptés par l'Union européenne

Le Groupe n'attend pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés quant à l'application des textes suivants, non encore adoptés par l'Union européenne :

- Révisions du cadre conceptuel des IFRS ;
- Amendements à IFRS 3 : « Définition d'une entreprise » ;
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 : « Modification de la définition du terme « significatif » ».

## 1.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêtés intermédiaires

- **Engagements de retraite et avantages assimilés**

Il n'est pas effectué de nouveau calcul actuariel complet à la clôture des comptes consolidés intermédiaires résumés.

La charge comptabilisée sur la période au titre des engagements de retraite et avantages assimilés correspond au prorata des charges estimées sur l'année, calculées sur la base des hypothèses actuarielles du 31 décembre 2018.

Les impacts liés aux variations d'hypothèses sur les avantages postérieurs à l'emploi intervenues sur la période (taux d'actualisation et taux d'inflation à long terme) ne sont pas matériels pour les comptes du Groupe.

### Note 2. Changements de méthodes comptables

#### **Première application d'IFRS 16 « Contrats de location »**

Le Groupe applique depuis le 1er janvier 2019, la norme IFRS 16 « Contrats de location », conformément à la méthode de transition rétrospective simplifiée : L'effet cumulatif du changement de norme sera donc comptabilisé en capitaux propres au 1er janvier 2019 et les comptes comparatifs 2018 présentés dans les états financiers 2019 ne seront pas retraités.

Au titre des mesures de simplification proposées par la norme, le Groupe a décidé de :

- Ne pas retraiter les contrats de courte durée ;
- Ne pas retraiter les contrats portant sur des actifs de faible valeur ;
- Ne pas séparer les composants services à l'intérieur de location, de véhicules de tourisme notamment ;

- Ne pas retraiter les contrats dont la durée de vie résiduelle est inférieure à 12 mois à la date de première application ;
- Ne pas prendre en compte les éventuels coûts directs initiaux pour l'évaluation du droit d'utilisation à la date de première application ;
- Utiliser l'effet d'expérience pour déterminer à la date de première application la durée de location en présence d'option de prolongation ou de résiliation anticipée.

Le Groupe considère que le droit d'utilisation et la dette de location sont issus d'un même contrat et doivent être traités ensemble d'un point de vue des impôts différés. Un impôt différé est donc reconnu sur les différences temporaires de manière cohérente et permanente avec l'approche retenue sous IAS17 (reconnaissance des impôts différés sur les différences temporaires liées aux locations financement).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la norme, le Groupe a procédé au recensement de ses contrats de location entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 : Les contrats de locations immobilières représentent les principaux engagements du Groupe et constituent l'essentiel des contrats retraités.

En raison de la difficulté à déterminer le taux implicite des contrats de location (informations limitées sur la juste valeur de l'actif loué ou sur sa valeur résiduelle attendue à la fin de la durée de location), le Groupe a essentiellement utilisé les taux marginaux d'endettement de la filiale preneuse du contrat, estimés à partir des taux d'endettement marginal de Cnim SA et ajustés afin de prendre en compte la situation / risque spécifique de la filiale ; ceci en raison de la centralisation des financements par la société-mère. Dans la zone Euro où les impacts sont les plus significatifs, les taux d'actualisation s'établissent entre 1,00% et 1,95% selon la durée de location retenue.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, la mise en œuvre de la norme IFRS 16 conduit à la comptabilisation d'une dette financière additionnelle au titre des contrats de location opérationnelle pour un montant de l'ordre de 21,5 millions d'euros (voir Note 16) ainsi que des droits d'utilisations et des comptes de régularisation pour des montants de l'ordre de 21,7 et (0,2) millions d'euros respectivement.

Dans le cadre de l'application de la norme, le Groupe a considéré que le contrat d'Autorisation d'Occupation Temporaire d'une partie du site de La-Seyne-sur-mer (Var, France), en vigueur depuis 1976, existait au 1<sup>er</sup> janvier 2019, bien que les autorisations administratives en vue de son renouvellement aient été en cours de formalisation. Ce contrat d'une durée de 35 ans représente une dette de location au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de 6,1 millions d'euros. La dette financière additionnelle au titre des autres contrats de location opérationnelle, soit environ 15 millions d'euros est cohérente avec le montant des engagements de location opérationnelle publié dans la note 26 des comptes consolidés 2018.

La mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2019, de la norme IFRS 16 est sans impact sur les capitaux propres du Groupe. Les seuls impacts relatifs à la norme IFRS 16 au 1<sup>er</sup> janvier 2019 sont présentés ci-après :

**BILAN CONSOLIDE RETRAITE**

(en milliers d'euros)	Au 1er janvier 2019		
	Publié	Impacts IFRS 16	Retraité
Immobilisations incorporelles	22 874	-	22 874
Goodwill	70 795	-	70 795
Immobilisations corporelles	69 591	(1 964)	67 627
Droits d'utilisation	-	23 702	23 702
Participations dans les entreprises mises en équivalence	24 022	-	24 022
Autres actifs financiers non courants	15 903	-	15 903
Impôts différés actifs	17 835	-	17 835
<b>ACTIF NON COURANT</b>	<b>221 020</b>	<b>21 738</b>	<b>242 758</b>
Stocks et en-cours	21 876	-	21 876
Avances et acomptes versés sur commandes	7 977	-	7 977
Clients et comptes rattachés	101 237	-	101 237
Produits à recevoir sur contrats	137 024	-	137 024
Créances fiscales et sociales	78 988	-	78 988
Autres actifs opérationnels courants	12 875	-	12 875
Trésorerie et équivalents de trésorerie	85 978	-	85 978
<b>ACTIF COURANT</b>	<b>445 954</b>	<b>-</b>	<b>445 954</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS CONSOLIDES</b>	<b>666 974</b>	<b>21 738</b>	<b>688 712</b>

(en milliers d'euros)	Au 1er janvier 2019		
	Publié	Impacts IFRS 16	Retraité
Capital	6 056	-	6 056
Primes	7 237	-	7 237
Réserves	140 180	-	140 180
Résultat net	32 825	-	32 825
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>	<b>186 298</b>	<b>-</b>	<b>186 298</b>
Intérêts ne donnant pas le contrôle (Réserves)	8 736	-	8 736
Intérêts ne donnant pas le contrôle (Résultat)	(4 966)	-	(4 966)
<b>INTÉRÊTS NE DONNANT PAS DE CONTRÔLE</b>	<b>3 770</b>	<b>-</b>	<b>3 770</b>
Emprunts et dettes financières	63 083	(207)	62 876
Dettes de location non courantes	-	17 397	17 397
Provisions pour engagements retraite et avantages assimilés	26 312	-	26 312
Autres provisions non courantes	16 972	-	16 972
Impôts différés passif	704	-	704
<b>PASSIF NON COURANT</b>	<b>107 071</b>	<b>17 190</b>	<b>124 262</b>
Passifs financiers courants	13 758	(350)	13 407
Dettes de location courantes	-	4 675	4 675
Provisions courantes	27 748	-	27 748
Fournisseurs et comptes rattachés	186 327	-	186 327
Produits constatés d'avance sur contrats	59 384	-	59 384
Dettes fiscales et sociales	71 355	-	71 355
Autres passifs opérationnels courants	11 262	223	11 486
<b>PASSIF COURANT</b>	<b>369 834</b>	<b>4 548</b>	<b>374 382</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS CONSOLIDES</b>	<b>666 974</b>	<b>21 738</b>	<b>688 712</b>

Conformément aux préconisations de la norme, le Groupe a modifié la présentation de son tableau des flux de trésorerie et s'attend sur l'exercice 2019, à une amélioration des flux générés par l'activité liée à l'annulation des charges de loyer et à une dégradation inverse des flux de financement liée au remboursement des dettes de location. Enfin, le Groupe s'attend sur l'exercice 2019, à une augmentation de l'EBITDA l'activité liée à l'annulation des charges de loyer sans effet significatif sur le résultat opérationnel.

Au 30 juin 2019, les impacts relatifs à la norme IFRS 16 sont comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.2019
	Impacts IFRS 16
Annulation des charges de loyer	2 625
Dotations aux amortissements	(2 376)
<b>Impact net sur le résultat opérationnel</b>	<b>249</b>
Intérêts financier	(231)
<b>Impact net sur le résultat net avant impôt</b>	<b>17</b>
<b>Impact net sur l'EBITDA</b>	<b>2 625</b>

### Note 3. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du Groupe n'a pas varié de manière significative au cours du premier semestre 2019.

Les variations de périmètre ont concerné les sociétés suivantes :

Sociétés	Siège social	Méthode de consolidation	% de contrôle	Nature de la variation
<b>Secteur Environnement &amp; Energie</b>				
Cométal France	France	Intégration Globale	100%	Acquisition
CNIM CZ Sro	Rép. Tchèque	-	-	Sortie
<b>Secteur Innovation &amp; Systèmes</b>				



Airstar Aerospace	France	Intégration Globale	85 %	Acquisition
Verbalys	France	-	-	Fusion-absorption
Exensor Security International AB	Suède	-	-	Fusion-absorption

#### Note 4. Evènements marquants de la période

Le Groupe a annoncé dans un communiqué du 16 mai 2019 que le résultat courant de la Division « Environnement & Energie EPC\* » (l'une des 6 divisions opérationnelles du Groupe) se trouve négativement impacté par des pertes significatives liées à des difficultés sur certains contrats .

En Angleterre, ces difficultés se concentrent sur des défaillances de prestataires génie civilistes générant des pénalités de retard et impactant lourdement deux contrats majeurs.

Au Moyen-Orient, le Groupe se trouve également confronté à des surcoûts significatifs sur le périmètre génie civil du contrat de Sharjah. L'usine de Sharjah va être le premier centre de valorisation énergétique des déchets des Emirats Arabes Unis et représente pour le Groupe une référence commerciale clé.

Suite à ces difficultés bien identifiées, le Groupe a fortement renforcé sa stratégie de pilotage de la supply chain en particulier sur le génie civil pour l'ensemble de son activité Environnement & Energie EPC.

Ces événements conduisent à un résultat négatif 2019 pour le Groupe ; le secteur Innovation & Systèmes qui regroupe notamment les activités pour les marchés de la défense, du spatial, du nucléaire et du semi-conducteur, prévoit un résultat positif sur l'année.

Le Groupe - en tant qu'acteur clé des services thermiques et de réduction de l'impact environnemental- poursuit son développement dans le domaine de l'environnement et de l'énergie avec l'acquisition de la société Cométal France et élargit son offre dans le domaine de la défense et de la sécurité, notamment avec l'acquisition de la société Airstar Aerospace.

En conséquence, comme annoncé lors de sa publication du 16 mai 2019, le Groupe anticipe un résultat opérationnel courant consolidé de l'ordre de - 45 millions d'euros à fin d'année 2019.

« Les cinq autres Divisions du Groupe (LAB, Services, O&M pour le Secteur Environnement & Energie, CNIM Systèmes Industriels et Bertin pour le Secteur Innovation & Systèmes) poursuivent leur développement de façon conforme.

Le Groupe prévoit pour l'exercice 2019 des enregistrements de commandes à un niveau élevé, pour la seconde année consécutive, et en conséquence un carnet de commandes en forte augmentation à la fin de l'année ».

#### **Acquisition de la société Airstar Aerospace**

CNIM S.A. a acquis le 22 mars, 85% du capital de la société Airstar Aerospace, précédemment détenue par le groupe Airstar. Thales Alenia Space demeure actionnaire minoritaire aux côtés de CNIM et partenaire industriel clé, en particulier dans le cadre du programme de dirigeable stratosphérique StratobusTM.

La société Airstar Aerospace est un acteur majeur dans les domaines de la conception et de la fabrication de ballons captifs, de ballons stratosphériques (aéostats capables d'atteindre et d'évoluer dans la stratosphère), de dirigeables et de protections thermiques pour les satellites. Cette société a été créée en 2015, suite à la reprise par le groupe Airstar du pôle Espace de Zodiac Marine.

CNIM vise, avec cette acquisition, à devenir le leader européen des plateformes de ballons et de dirigeables pour les domaines de la défense, de la sécurité, de l'inspection et du spatial.

### Acquisition de la société Cométal France

CNIM S.A. a acquis le 29 mai, 100% du capital de la société COMETAL France.

Créée en 2000, COMETAL France est une entreprise industrielle française, réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 2 millions d'euros. COMETAL est spécialisée dans la fabrication et la maintenance de grilles de combustion destinées aux centrales de cogénération biomasse et aux centres de valorisation énergétique des déchets. L'entreprise commercialise également des pièces de rechange.

Avec cette acquisition, CNIM élargit et renforce son offre de services, de rétrofit et de fourniture de pièces détachées sur ses marchés clé de l'Energie.

### Note 5. Informations sectorielles

#### Informations par secteur opérationnel

Les informations sectorielles IFRS, revues par le principal décideur opérationnel, sont présentées ci-dessous :

(en milliers d' €)	Environnement & Energie		Innovation & Systèmes		TOTAL	
	30.06.2019	30.06.2018*	30.06.2019	30.06.2018*	30.06.2019	30.06.2018*
Chiffre d'affaires	180 231	224 894	91 603	97 590	271 834	322 484
Résultat opérationnel	(82 714)	808	555	14 721	(82 159)	15 529
QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	2 441	2 253	112	36	2 553	2 289
Résultat opérationnel après QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	(80 472)	3 061	866	14 757	(79 606)	17 818

\* Montants non retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16 comme mentionné en Note 2

(en milliers d' €)	Environnement & Energie		Innovation & Systèmes		Total	
	30.06.2019	31.12.2018	30.06.2019	31.12.2018	30.06.2019	31.12.2018
Immobilisations incorporelles*	3 634	2 702	19 211	20 172	22 844	22 874
Goodwill	31 505	31 171	40 724	39 624	72 229	70 795
Immobilisations corporelles*	39 146	35 904	29 507	33 687	68 652	69 591
Autres actifs financiers non courants	15 210	14 328	1 964	1 575	17 174	15 903

\* Hors droits d'utilisation IFRS16

#### Informations par zone géographique

La répartition géographique du chiffre d'affaires est faite selon le lieu de réalisation des contrats

(en milliers d' €)	30.06.2019				30.06.2018			
	France	Grande-Bretagne	Reste du monde	Total	France	Grande-Bretagne	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires	130 927	68 732	72 175	271 834	134 144	128 730	59 610	322 484

(en milliers d' €)	30.06.2019				31.12.2018			
	France	Grande-Bretagne	Reste du monde	Total	France	Grande-Bretagne	Reste du monde	Total
Immobilisations incorporelles*	19 188	175	3 482	22 844	18 416	179	4 279	22 874
Immobilisations corporelles*	46 771	663	21 219	68 652	42 460	736	26 395	69 591
Autres actifs financiers non courants	14 814	1 667	693	17 174	13 993	1 369	541	15 903

\* Hors droits d'utilisation IFRS16

## Note 6. Produits des activités ordinaires

### Décomposition du chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe se ventile dans les « Business Divisions » comme suit :

(en milliers d' €)	30.06.2019	30.06.2018
EPC	78 106	130 978
LAB	33 466	26 244
Services	33 233	32 936
O&M	35 425	34 734
Autres	0	2
<b>Environnement et Energie</b>	<b>180 231</b>	<b>224 894</b>
Division Systèmes Industriels	51 758	47 579
Bertin	39 845	50 010
<b>Innovation &amp; Systèmes</b>	<b>91 602</b>	<b>97 590</b>
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>271 834</b>	<b>322 483</b>

Cette ventilation est conforme à l'information sectorielle sur les produits des activités ordinaires présentée en Note 5 conformément à IFRS 8.

Les deux Secteurs du Groupe ont des activités très différentes

- Environnement & Énergie : offre dans le domaine de la thermique couvrant l'ensemble des métiers : réalisations « clés en mains », exploitation d'unités de valorisation énergétique, contrats de services ;
- Innovation & Systèmes : offre dans le domaine de la mécanique, de l'optique et de l'électromécanique, avec des activités d'études, développement et réalisation de logiciels et de produits en petite et moyenne série.

Quatre « Business Divisions » ont été définies au sein du Secteur Environnement & Énergie :

- EPC – Usines clés en main
- LAB
- Services
- O&M - Exploitation

Deux « Business Divisions » ont été définies au sein du Secteur Innovation & Systèmes :

- Division Systèmes Industriels
- Bertin et ses filiales

La Division EPC conçoit et construit « clés en main » des centres de valorisation énergétique des déchets ou des biomasses. CNIM utilise des technologies propriétaires répondant aux normes de performances et de maîtrise des impacts environnementaux les plus strictes et qui s'intègrent dans une approche multi-filières.

La Division LAB propose des systèmes de traitement de fumées pour usines de valorisation de déchets ménagers, des systèmes de traitement de fumées pour moteurs de navires marchands, des systèmes d'extraction de métaux des cendres issues de l'incinération de déchets et des prestations de services liées.

La Division Services propose de l'optimisation, de la réhabilitation, du revamping et de la maintenance pour les centres de valorisation énergétique des déchets et des biomasses et les grandes installations de combustion.

La Division Exploitation propose l'exploitation et maintenance des centres de valorisation énergétique des déchets et des biomasses.

La Division Systèmes Industriels propose une offre unique de développement, de réalisation, d'installation et de maintenance d'équipements et systèmes innovants. Elle effectue également des contrats de sous-traitance de fabrication pour différents secteurs industriels de pointe.

La Division Bertin et ses filiales intervenant sur trois grands métiers : Systèmes et instrumentation, Technologies de l'information et Conseil, ingénierie et solutions innovantes pour l'énergie et l'environnement, l'industrie et les territoires

Les contrats du Groupe CNIM conclus avec les clients sont généralement constitués d'une seule obligation de prestation et le revenu est reconnu à l'avancement dans la mesure où le Groupe CNIM fournit des équipements spécifiques dont le client prend le contrôle progressivement ou fournit des services dont le client tire les avantages au fur et à mesure de leur réalisation. Par ailleurs, la mesure de l'avancement est généralement basée sur les coûts.

Dans la division Exploitation, la mesure du revenu est par exception basée sur le montant du droit de facturer et lorsque le contrat prévoit une obligation de « Gros Entretien et Renouvellement », celle-ci est reconnue comme une obligation de prestation distincte de l'obligation de prestation « Exploitation ».

Le Groupe a pour objectif de développer la part récurrente de son activité, cette récurrence pouvant s'exprimer sous différentes formes :

- LAB : développement d'une gamme de systèmes de traitement de fumées ;
- Services : activité diffuse, avec un montant unitaire de contrats moins élevé ;
- Exploitation : contrats d'exploitation d'usine, affermis sur plusieurs années, présentant peu de variations d'une année sur l'autre ;
- Systèmes Industriels : développement de partenariats pour la livraison en série d'équipements mécaniques à forte valeur ajoutée ;
- Bertin : gamme de produits dans les domaines de la défense, de la sécurité, la radioprotection.

Le chiffre d'affaires de cette part récurrente des activités du Groupe, donc principalement hors Division EPC, a représenté environ le tiers du chiffre d'affaires consolidé en 2019.

## Carnet de commandes

Le montant du « chiffre d'affaires restant à reconnaître au titre d'obligations de performance en cours » du Groupe à la date de clôture se présente comme suit :

(en milliers d' €)	31.12.2018	Commandes enregistrées	Chiffre d'affaires	30.06.2019
Environnement et Energie	712 737	489 769	180 231	1 022 275
Innovation & Systèmes	268 778	55 074	91 602	232 249
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>981 515</b>	<b>544 843</b>	<b>271 834</b>	<b>1 254 524</b>

### Note 7. Résultat non courant

Les opérations de montant significatif ne concourant pas à la performance opérationnelle courante sont classées en « Autres produits opérationnels » et « Autres charges opérationnelles ».

Elles peuvent comprendre :

- Les plus ou moins-values de cessions d'activités ou d'ensemble d'actifs ;
- Les coûts d'acquisition et d'intégration liés aux regroupements d'entreprises ;
- Les coûts de restructuration résultant de plans dont le caractère inhabituel et l'importance perturbent la lisibilité du résultat opérationnel courant ;
- Les provisions et les pertes de valeurs d'actifs corporels ou incorporels de matérialité significative ;

- Les coûts encourus ou estimés liés à des facteurs exogènes indépendants de l'efficacité opérationnelle tels que des décisions politiques.

(en milliers d' €)	30.06.2019	30.06.2018
Plus / (moins)-values sur cessions d'activités ou d'ensemble d'actifs	-	9 473
Coûts de réorganisation, de restructuration ou d'adaptation	(442)	-
Dépréciations	(14 488)	-
Autres	19	(13)
<b>RÉSULTAT NON COURANT</b>	<b>(14 911)</b>	<b>9 460</b>

Au premier semestre 2019, le Groupe a comptabilisé en résultat non courant :

- les coûts liés à la réorganisation juridique du Groupe
- des dépréciations d'actifs liés :
  - o à des coûts de mise en place et de pré-exécution d'un contrat qui avait fait l'objet d'une décision d'attribution antérieure, mais dont la mise en vigueur, soumise à l'approbation finale d'une instance politique, a fait l'objet d'un nouveau report, source d'incertitudes quant à la réalisation effective du contrat ;
  - o aux actifs « Geodur », suite à la prise en compte dans les prévisions à moyen terme de l'activité d'un indice revu à la baisse du prix des métaux non ferreux, compte tenu de l'évolution 2019 de cet indice.

Au premier semestre 2018, le Groupe a comptabilisé en résultat non courant la plus-value de cession de l'activité Bertin Ergonomie.

#### Note 8. Résultat financier

(en milliers d' €)	30.06.2019	30.06.2018
Produits financiers sur équivalents de trésorerie	40	41
Autres intérêts et produits assimilés	494	435
Intérêts et charges financiers	(1 205)	(425)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(671)</b>	<b>50</b>
Gains de change	3 490	4 679
Pertes de change	(7 489)	(4 095)
<b>Résultat de change<sup>(1)</sup></b>	<b>(3 999)</b>	<b>585</b>
Autres produits et charges financiers <sup>(2)</sup>	43	(186)
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(4 626)</b>	<b>449</b>

(1) Principalement le coût de portage (points de terme latents et réalisés) des instruments dérivés de change mis en place pour couvrir les flux futurs des contrats commerciaux

(2) Produits de participation et dotations ou reprises de provision pour dépréciation d'actifs financiers

#### Note 9. Impôt sur les bénéfices

(en milliers d' €)	30.06.2019	30.06.2018
Impôts exigibles	(1 868)	(3 272)
Impôts différés	1 113	(645)
<b>IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT</b>	<b>(755)</b>	<b>(3 917)</b>

Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge théorique

(en milliers d' €)	30.06.2019	30.06.2018
Résultat opérationnel	(82 159)	15 529
Résultat financier	(4 626)	449
<b>Résultat avant impôt des sociétés consolidées par intégration globale</b>	<b>(86 785)</b>	<b>15 978</b>
<b>Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France : 32,02%</b>	<b>27 789</b>	<b>(5 501)</b>
Effet des écarts de taux d'imposition par juridiction	17	1 531
Incidence des reports déficitaires <sup>(3)</sup>	(30 173)	(787)
Impôt sans base <sup>(1)</sup>	(361)	(779)
Crédits d'impôt <sup>(2)</sup>	1 975	2 262
Taxes non déductibles	(432)	(162)
Autres différences permanentes	430	(481)
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>(755)</b>	<b>(3 917)</b>
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>-0,87%</b>	<b>24,51%</b>

(1) Principalement CVAE

(2) Effets des crédits d'impôts comptabilisés en résultat opérationnel et non taxés

(3) L'impôt différé sur les déficits fiscaux du périmètre d'intégration fiscale en France n'a été activé qu'à hauteur de 1,7 millions d'euros sur la période (6 millions d'euros en cumulé), compte tenu des règles de plafonnement annuel s'appliquant sur l'utilisation des déficits, de l'horizon limité sur lequel est projeté le résultat fiscal (5 ans) et de l'intégration de provisions pour aléas retenus dans l'estimation des flux futurs.

Note 10. Immobilisations incorporelles

(en milliers d' €)	31.12.2018	Acqu. / Augm. / Dotations <sup>(1)</sup>	Cessions / Diminutions / Reprises	Variations de périmètre	Ecart de conversion et autres	30.06.2019
Frais de développement	52 644	1 796	(2 576)	23	(126)	51 761
Concessions, brevets et licences	10 788	52	-	0	8	10 850
Autres immobilisations incorporelles	26 594	212	-	158	809	27 773
Immo. incorporelles en-cours	8 862	1 659	-	-	(1 022)	9 499
<b>Valeurs brutes</b>	<b>98 889</b>	<b>3 719</b>	<b>(2 576)</b>	<b>181</b>	<b>(331)</b>	<b>99 883</b>
Frais de développement	(43 467)	(1 895)	2 576	(12)	118	(42 679)
Concessions, brevets et licences	(9 698)	(140)	-	-	(7)	(9 846)
Autres immobilisations incorporelles	(22 135)	(1 650)	-	(113)	100	(23 798)
Immo. incorporelles en-cours	(715)	-	-	-	-	(715)
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(76 015)</b>	<b>(3 685)</b>	<b>2 576</b>	<b>(125)</b>	<b>212</b>	<b>(77 038)</b>
Frais de développement	9 177	(99)	-	10	(8)	9 081
Concessions, brevets et licences	1 090	(88)	-	0	2	1 004
Autres immobilisations incorporelles	4 459	(1 438)	-	45	909	3 974
Immo. incorporelles en-cours	8 148	1 659	-	-	(1 022)	8 785
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>22 874</b>	<b>34</b>	<b>-</b>	<b>56</b>	<b>(119)</b>	<b>22 844</b>

(1) Dont dépréciation des actifs de l'activité Geodur pour 0,8 millions d'euros (cf. note 7)

(en milliers d' €)	31.12.2017	Acqu. / Augm. / Dotations <sup>(1)</sup>	Cessions / Dimin. / Reprises	Variations de périmètre	Ecart de conversion et autres	31.12.2018
Frais de développement	46 740	2 810	(123)	-	3 217	52 644
Concessions, brevets et licences	10 550	248	(1)	-	(9)	10 788
Autres immobilisations incorporelles	25 054	471	(117)	(79)	1 266	26 594
Immo. incorporelles en-cours	9 121	4 650	(35)	-	(4 872)	8 862
<b>Valeurs brutes</b>	<b>91 464</b>	<b>8 179</b>	<b>(277)</b>	<b>(79)</b>	<b>(399)</b>	<b>98 889</b>
Frais de développement	(32 899)	(10 404)	137	-	(300)	(43 467)
Concessions, brevets et licences	(9 404)	(301)	1	-	6	(9 698)
Autres immobilisations incorporelles	(18 948)	(3 462)	110	64	101	(22 135)
Immo. incorporelles en-cours	(408)	(715)	-	-	408	(715)
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(61 659)</b>	<b>(14 882)</b>	<b>248</b>	<b>64</b>	<b>215</b>	<b>(76 015)</b>
Frais de développement	13 841	(7 594)	14	-	2 917	9 177
Concessions, brevets et licences	1 146	(53)	-	-	(3)	1 090
Autres immobilisations incorporelles	6 106	(2 991)	(7)	(15)	1 367	4 459
Immo. incorporelles en-cours	8 713	3 935	(35)	-	(4 465)	8 148
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>29 806</b>	<b>(6 704)</b>	<b>(29)</b>	<b>(15)</b>	<b>(184)</b>	<b>22 874</b>

(1) En 2018, compte tenu de l'absence de commandes hors la réalisation de la centrale solaire de Llo (Pyrénées-Orientales), les actifs incorporels développés au sein de SUNCNIM (technologie de solaire à concentration) ont fait l'objet d'une dépréciation de 3,1 millions d'euros ; par ailleurs, des indices de pertes de valeur sur l'activité Geodur ont conduit à déprécier une installation de démonstration à hauteur de 2,0 millions d'euros.

## Note 11. Goodwill

### Variation au cours de la période

(en milliers d' €)	30.06.2019	31.12.2018
<b>Valeur nette à l'ouverture</b>	<b>70 795</b>	<b>73 845</b>
Ecart de conversion	(590)	(1 589)
Dépréciation du Goodwill	-	-
Variations de périmètre <sup>(1)</sup>	2 025	(735)
Sorties de périmètre, actifs cédés <sup>(2)</sup>	-	(726)
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>72 229</b>	<b>70 795</b>

(1) En 2019, acquisition de la société Airstar Aerospace pour 1 693 milliers d'euros et Cométal France pour 334 milliers d'euros ; En 2018, ajustement du goodwill de Winlight pour (467) milliers d'euro et d'Exensor pour (324) milliers d'euros

(2) En 2018, cession des activités Bertin Ergonomie et Bertin Conseil en modélisation multi-physique et informatique scientifique.

### Acquisition de la société Airstar Aerospace

Le 22 mars 2019, le Groupe a acquis 85% des actions et droits de vote de la société française Airstar Aerospace, conduisant le Groupe à en obtenir le contrôle (voir Note 4).

Sur la période de trois mois entre la date d'acquisition et le 30 juin 2019, Airstar Aerospace a contribué au compte de résultat du Groupe à hauteur de :

- Chiffre d'affaires : 1 143 milliers d'euros ;
- Résultat opérationnel : (409) milliers d'euros ;
- EBITDA : (386) milliers d'euros.

La Direction estime que si l'acquisition avait eu lieu au 1er janvier 2019, le chiffre d'affaires intégré aux comptes consolidés se serait élevé à 1,7 millions d'euros, le résultat opérationnel de la période aurait été de (0,8) millions d'euros et l'EBITDA de (0,7) millions d'euros. Pour déterminer ces montants, la Direction a supposé que les ajustements de juste valeur, déterminés de façon provisoire, qui ont été effectué à la date d'acquisition auraient été les mêmes si l'acquisition avait été réalisée au 1er janvier 2019.

Le montant de la contrepartie transférée au titre de cette opération est de 1 700 milliers d'euros correspondant à un paiement comptant.

Les actifs acquis et passifs repris déterminés de façon provisoire, ainsi que le goodwill préliminaire résultant de l'acquisition, se présentent comme suit en date d'acquisition:

(en milliers d' €)	
<b>Coût d'acquisition des titres</b>	<b>1 700</b>
<i>dont montant payé</i>	<i>1 700</i>
<b>Actif</b>	
Immobilisations	3 351
Droits d'utilisation	606
Autres actifs financiers non courants	104
Impôts différés actifs	838
Stocks et en-cours	541
Clients et comptes rattachés	494
Créances fiscales et sociales	1 167
Autres actifs opérationnels courants	58
Trésorerie et équivalent trésorerie	153
<b>Passif</b>	
Emprunts et dettes financières	1 762
Dettes de location non courantes	506
Provisions pour retraite	219
Autres provisions non courantes	74
Passifs financiers courants	415
Dettes de location courantes	100
Fournisseurs et comptes rattachés	1 627
Produits constatés d'avance sur contrats	313
Dettes fiscales et sociales	782
Autres passifs opérationnels courants	1 500
<b>Actif net acquis total</b>	<b>12</b>
dont attribuables aux	
. Intérêts ne donnant pas le contrôle	3
. Propriétaires de la société mère	9
<b>Goodwill préliminaire</b>	<b>1 691</b>

Les immobilisations incluent, pour l'essentiel, les coûts de développement du démonstrateur de la plateforme stratosphérique Stratobus™.

Si de nouvelles informations sur des faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition étaient obtenues dans le délai d'un an suivant la date d'acquisition et si ces informations conduisaient à identifier des ajustements aux montants ci-dessus ou à constater des provisions complémentaires existant à la date d'acquisition, la comptabilité d'acquisition serait alors modifiée.

Le goodwill porte essentiellement sur le savoir-faire et la compétence technique d'Airstar Aerospace sur une gamme de produits complémentaire à celles existant au sein de la Division Innovation & Systèmes et sur les synergies attendues de son intégration au sein du Groupe. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible fiscalement.

#### **Acquisition de la société Cométal France**

Le 29 mai 2019, le Groupe a acquis 100% des actions et droits de vote de la société française COMETAL France, conduisant le Groupe à en obtenir le contrôle (voir Note 4).

La société COMETAL rejoint la Division E&E Services, au sein de laquelle les synergies sont attendues.

Sur la période d'un mois entre la date d'acquisition et le 30 juin 2019, COMETAL France n'a pas contribué au compte de résultat du Groupe.

Le Groupe a un délai d'un an suivant la date d'acquisition afin d'obtenir les informations lui permettant de déterminer les justes valeurs à la date de l'acquisition des actifs acquis et passifs repris

Un goodwill préliminaire a été déterminé sur la base de la valeur comptable des actifs acquis et passifs repris :



(en milliers d' €)	
<b>Coût d'acquisition des titres</b>	764
<i>dont montant payé</i>	764
<b>Actif</b>	
Immobilisations	213
Autres actifs financiers non courants	30
Stocks et en-cours	508
Clients et comptes rattachés	221
Autres actifs opérationnels courants	17
<b>Passif</b>	
Passifs financiers courants	220
Fournisseurs et comptes rattachés	206
Produits constatés d'avance sur contrats	4
Dettes fiscales et sociales	128
Autres passifs opérationnels courants	2
<b>Actif net acquis total</b>	<b>430</b>
dont attribuables aux	
. Intérêts ne donnant pas le contrôle	-
. Propriétaires de la société mère	430
<b>Goodwill préliminaire</b>	<b>334</b>

Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible fiscalement.

## Note 12. Immobilisations corporelles

(en milliers d' €)	31.12.2018	Acqu. / Augm. / Dotations <sup>(1)</sup>	Cessions / Diminutions / Reprises	Variations de périmètre <sup>(2)</sup>	Ecarts de conversion et autres <sup>(3)</sup>	30.06.2019
Terrains	8 700	-	-	-	(263)	8 437
Constructions	56 172	363	(2)	79	(2 613)	53 999
Inst. Techn., matériels et outillages	82 827	824	(1 432)	546	771	83 536
Autres immobilisations corporelles	31 675	933	(33)	319	(268)	32 626
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	4 940	4 034	-	3 004	(1 191)	10 786
<b>Valeurs brutes</b>	<b>184 314</b>	<b>6 153</b>	<b>(1 466)</b>	<b>3 948</b>	<b>(3 565)</b>	<b>189 384</b>
Terrains	(285)	(4)	-	-	-	(289)
Constructions	(32 380)	(1 035)	1	(28)	1 362	(32 079)
Inst. Techn., matériels et outillages	(56 546)	(6 719)	1 432	(185)	(29)	(62 047)
Autres immobilisations corporelles	(25 135)	(1 077)	19	(181)	438	(25 937)
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	(377)	-	-	-	(2)	(380)
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(114 723)</b>	<b>(8 835)</b>	<b>1 451</b>	<b>(394)</b>	<b>1 769</b>	<b>(120 731)</b>
Terrains	8 415	(4)	-	-	(263)	8 148
Constructions	23 792	(672)	(1)	51	(1 251)	21 920
Inst. Techn., matériels et outillages	26 282	(5 895)	-	361	741	21 489
Autres immobilisations corporelles	6 541	(145)	(14)	138	170	6 689
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	4 562	4 034	-	3 004	(1 194)	10 406
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>69 591</b>	<b>(2 681)</b>	<b>(15)</b>	<b>3 554</b>	<b>(1 796)</b>	<b>68 652</b>

(1) Dont dépréciation d'actifs corporelles de l'activité Geodur (cf. note 7)

(2) En 2019, acquisition de la société Airstar Aerospace principalement

(3) Dont reclassement des actifs en location-financement sous IAS17 pour 3,8 millions d'euro de valeurs brutes et 1,8 millions d'amortissements cumulés au 1<sup>er</sup> janvier 2019, sur les constructions principalement.

(en milliers d' €)	31.12.2017	Acquisitions / Augmentations / Dotations <sup>(1)</sup>	Cessions / Diminutions / Reprises	Variations de périmètre <sup>(2)</sup>	Ecart de conversion et autres	31.12.2018
Terrains	8 417	-	-	139	145	8 700
Constructions	54 931	2 892	(4 095)	1 791	652	56 172
Inst. Techn., matériels et outillages	70 000	2 168	(5 170)	(17)	15 847	82 827
Autres immobilisations corporelles	31 823	2 450	(2 656)	(76)	136	31 675
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	14 000	6 754	(2)	-	(15 813)	4 940
<b>Valeurs brutes</b>	<b>179 171</b>	<b>14 263</b>	<b>(11 923)</b>	<b>1 836</b>	<b>967</b>	<b>184 314</b>
Terrains	(278)	(7)	-	-	-	(285)
Constructions	(33 800)	(2 101)	4 095	(578)	5	(32 380)
Inst. Techn., matériels et outillages	(53 627)	(7 859)	5 043	17	(119)	(56 546)
Autres immobilisations corporelles	(25 633)	(2 177)	2 566	68	41	(25 135)
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	-	(366)	-	-	(12)	(377)
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(113 338)</b>	<b>(12 509)</b>	<b>11 704</b>	<b>(493)</b>	<b>(85)</b>	<b>(114 723)</b>
Terrains	8 139	(7)	-	139	145	8 415
Constructions	21 131	791	-	1 213	657	23 792
Inst. Techn., matériels et outillages	16 373	(5 691)	(128)	(0)	15 727	26 282
Autres immobilisations corporelles	6 190	273	(90)	(9)	177	6 541
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	14 000	6 388	(2)	-	(15 824)	4 562
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>65 832</b>	<b>1 753</b>	<b>(219)</b>	<b>1 343</b>	<b>882</b>	<b>69 591</b>

(1) En 2018, compte tenu de l'absence de commandes hors la réalisation de la centrale solaire de Llo (Pyrénées-Orientales, France), les actifs corporels développés au sein de SUNCNIM (technologie de solaire à concentration) ont fait l'objet d'une dépréciation de 1,4 millions d'euros ; par ailleurs, des indices de pertes de valeur sur l'activité Geodur ont conduit à déprécier une des trois unités en exploitation.

(2) En 2018, ajustement goodwill de Winlight principalement

### Note 13. Participations dans les entreprises mises en équivalence

#### Variation au cours de la période

(en milliers d' €)	30.06.2019	30.06.2018	31.12.2018
<b>Valeurs nettes à l'ouverture</b>	<b>24 022</b>	<b>33 083</b>	<b>33 083</b>
QP du résultat net des entreprises mises en équivalence <sup>(1)</sup>	2 553	2 289	25 372
Ecart de conversion	(63)	29	748
Distribution de dividendes	(313)	(1 604)	(31 253)
Variations de périmètre <sup>(2)</sup>	-	1 047	1 404
QP des éléments recyclables du résultat global <sup>(3)</sup>	(1 742)	(17)	(208)
Autres <sup>(4)</sup>	1 026	(345)	(5 124)
Reclassement en actifs destinés à la vente <sup>(5)</sup>	-	(3 795)	-
<b>Valeurs nettes à la clôture</b>	<b>25 481</b>	<b>30 687</b>	<b>24 022</b>

(1) Au 31 décembre 2018, dont 22 millions d'euros sur la cession des participations SELCHP et MES SELCHP, réalisée par la société CNIM Development détenue conjointement avec un fonds d'investissement (Cube avant cession, Icon après cession).

(2) En 2018, entrée de Picardie Biomasse Énergie au premier semestre.

(3) En 2019, variation de juste valeur des instruments dérivés pour (1 761) milliers d'euros.

(4) Au 31 décembre 2018, dont dépréciation des créances rattachées aux participations mises en équivalence pour (4 536) milliers d'euros.

(5) Au 30 juin 2018, quote-part de capitaux-propres dans les participations SELCHP et MES SELCHP, cédées sur le second semestre 2018.

**Détails des participations mises en équivalence**

(en milliers d' €)	% d'intérêt			QP de Capitaux propres		QP de résultat net	
	30.06.2019	30.06.2018	31.12.2018	30.06.2019	31.12.2018	30.06.2019	30.06.2018
CNIM Development <sup>(1)</sup>	50,00	50,00	50,00	(1 755)	(2 201)	511	77
CCUAT	49,88	50,00	49,88	81	81	-	(4)
CSBC	50,00	50,00	50,00	3	3	-	-
Dudley Waste Services Ltd (DWS Ltd)	33,33	33,33	33,33	3 362	3 126	250	4
Hanford Waste Services Holding Ltd (HWS Ltd)	34,75	34,75	34,75	5 878	5 691	186	131
MES SELCHP	-	50,00	-	-	-	-	(1)
SELCHP	-	24,38	-	-	-	-	1 609
Technoplus Industries	34,79	34,79	34,79	4 936	4 824	112	36
Wolverhampton Waste Services Ltd (WWS Ltd)	33,33	33,33	33,33	3 153	2 840	327	144
Ello <sup>(2)</sup>	28,34	28,30	28,34	8 406	8 532	888	(35)
Picardie Biomasse Energie <sup>(3)</sup>	44,95	44,95	44,95	1 418	1 125	279	330
<b>PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE</b>				<b>25 481</b>	<b>24 022</b>	<b>2 553</b>	<b>2 289</b>

(1) QP de capitaux propres incluant le prêt participatif, assimilé à des titres, de CNIM Development chez CNIM Netherland et les retraitements de plus-values de cession interne.

(2) QP de capitaux propres incluant le prêt rattaché à la participation, le retraitement de marge interne et une dépréciation de (3 125) milliers d'euros constatée au 31 décembre 2018.

(3) QP de capitaux propres incluant le prêt rattaché à la participation et une dépréciation de (1 411) milliers d'euros constatée au 31 décembre 2018.

**Informations financières à 100%**

(en milliers d' €)	Chiffre d'affaires		Résultat net		Total Bilan		Dettes financières	
	30.06.2019	30.06.2018	30.06.2019	30.06.2018	30.06.2019	31.12.2018	30.06.2019	31.12.2018
CNIM Development	-	-	1 023	154	23 931	23 294	13 847	12 993
CCUAT	-	-	-	(9)	164	164	-	-
CSBC	-	-	-	-	36	36	22	22
Dudley Waste Services Ltd (DWS Ltd)	5 588	5 012	981	11	9 338	8 233	5 055	5 615
Hanford Waste Services Holding Ltd (HWS Ltd)	9 137	10 065	1 317	376	19 507	21 735	8 595	11 694
Technoplus Industries	322	103	322	103	26 681	26 359	3	3
Wolverhampton Waste Services Ltd (WWS Ltd)	6 393	5 836	1 234	433	9 232	7 965	5 994	6 480
Ello	254	-	1 730	(69)	62 135	64 235	59 991	60 501
Picardie Biomasse Energie	14 532	-	620	733	20 082	20 770	9 038	9 430

**Note 14. Autres actifs financiers non courants**

(en milliers d' €)	30.06.2019			31.12.2018		
	Valeur brute	Dépréciation	Net	Valeur brute	Dépréciation	Net
Participations non consolidées	12 545	(6 468)	6 078	11 666	(6 468)	5 199
Créances rattachées aux participations non consolidées	8 485	(74)	8 411	8 273	(74)	8 199
Prêts	1 171	-	1 171	1 176	-	1 176
Autres immobilisations financières <sup>(1)</sup>	1 514	-	1 514	1 371	(42)	1 329
<b>AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS</b>	<b>23 716</b>	<b>(6 542)</b>	<b>17 174</b>	<b>22 487</b>	<b>(6 584)</b>	<b>15 903</b>

(1) principalement des dépôts et cautionnements.

**Participations non consolidées et créances rattachées**

(en milliers d' €)	30.06.2019						31.12.2018					
	Titres				Créances rattachées <sup>(1)</sup>	Total	Titres				Créances rattachées <sup>(2)</sup>	Total
	Valeur brute	Dépréc.	Valeur nette	% direct ou indirect	Valeur nette		Valeur brute	Dépréc.	Valeur nette	% direct ou indirect	Valeur nette	
S.M.A	63	-	63	3,00%	-	63	63	-	63	3,00%	-	63
Vocapia Research	804	-	804	20,00%	-	804	804	-	804	20,00%	-	804
Foster Wheeler Fakop	1 051	-	1 051	8,41%	-	1 051	1 051	-	1 051	8,41%	-	1 051
Kogeban	1 867	(64)	1 803	10,87%	3 598	5 400	1 867	(64)	1 803	10,87%	3 510	5 313
Cogénération Biomasse d'Estrées-Mons <sup>(2)</sup>	613	(613)	-	7,00%	4 814	4 814	613	(613)	-	7,00%	4 689	4 689
Autres	8 149	(5 791)	2 358		0	2 358	7 270	(5 791)	1 479		0	1 479
<b>PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES</b>	<b>12 545</b>	<b>(6 468)</b>	<b>6 078</b>		<b>8 411</b>	<b>14 489</b>	<b>11 666</b>	<b>(6 468)</b>	<b>5 199</b>		<b>8 199</b>	<b>13 398</b>

(1) Comptes courants d'actionnaires sans échéance définie

(2) La dépréciation sur la créance rattachée aux titres Cogénération Biomasse d'Estrées-Mons s'élève à (74) milliers d'euros.

### Note 15. Capitaux propres

#### Capital social

Au 30 juin 2019, le capital social de Cnim s'élève à 6 056 220 € et se composait de 3 028 110 actions de deux euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Il n'y a pas eu de modification au cours de l'exercice.

#### Nombre moyen d'actions ordinaires

	30.06.2019	30.06.2018
Nombre total d'actions	3 028 110	3 028 110
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	200 609	176 628
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	2 827 501	2 851 482
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	2 827 501	2 851 482

#### Dividendes à verser

	30.06.2019	30.06.2018
Nombre d'actions	3 028 110	3 028 110
Nombre d'actions autocontrôle à la clôture	201 162	199 721
Dividende à payer par action (en €)	-	5,25
<b>Dividende à payer (hors actions d'autocontrôle)</b>	<b>-</b>	<b>14 849</b>

Sur décision de l'Assemblée Générale du 26 juin 2019, la totalité du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 a été affectée en « Report à nouveau », donc sans distribution de dividendes au titre de l'exercice 2018.

Note 16. Emprunts et dettes financières

**Ventilation du passif financier courant et non courant**

(en milliers d' €)	30.06.2019			31.12.2018		
	Non Courant	Courant	Total	Non Courant	Courant	Total
Emprunts	121 427	7 720	129 147	57 221	7 759	64 980
Dettes sur contrats de location	15 598	4 662	20 260	-	-	-
Avances remboursables	6 246	389	6 635	5 654	312	5 966
Cessions de créances	57	12 994	13 051	-	3 439	3 439
Autres	1	609	610	208	705	912
<b>DETTES FINANCIÈRES BRUTES</b>	<b>143 329</b>	<b>26 375</b>	<b>169 704</b>	<b>63 083</b>	<b>12 214</b>	<b>75 297</b>
Concours bancaires	-	3 763	3 763	-	1 543	1 543
<b>DETTES FINANCIÈRES NETTES</b>	<b>143 329</b>	<b>30 138</b>	<b>173 467</b>	<b>63 083</b>	<b>13 758</b>	<b>76 840</b>

Les dettes financières dues à moins d'un an sont classées en passif financier courant.

**Evolution du passif de financement**

(en milliers d' €)	30.06.2019
<b>Solde d'ouverture</b>	<b>75 297</b>
Flux d'émission d'emprunts <sup>(1)</sup>	70 395
Flux de remboursement d'emprunts <sup>(1)</sup>	(9 565)
Flux liés aux autres opérations de financement <sup>(1)</sup>	9 556
Flux liés aux activités abandonnées	-
Autres variations <sup>(2)</sup>	24 021
<b>Solde de clôture</b>	<b>169 704</b>

(1) Montants analysés au Tableau des Flux de Trésorerie

(2) Dont variations de périmètre pour 2 480 milliers d'euros (Airstar, Cometal - voir Note 4) et impacts au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de l'application de la norme IFRS 16 pour 21 550 milliers d'euros comme mentionné en Note 2

**Détails des emprunts**

(en milliers d' €)	30.06.2019	31.12.2018
Crédit de financement de l'investissement dans le groupe <b>Exensor</b>	24 000	30 000
Crédit de financement des travaux de la <b>SCI Bassano</b>	1 697	2 256
Crédit de financement de l'investissement dans la société de projet <b>Estrées-Mons</b>	-	200
Tirage de la ligne de crédit renouvelable	100 000	30 000
Crédit de financement de <b>projets de R&amp;D</b>	2 431	2 513
Autres emprunts	1 019	11
<b>TOTAL EMPRUNTS</b>	<b>129 147</b>	<b>64 980</b>
Non courant	121 427	57 221
Courant	7 720	7 759

Le Groupe est soumis à un covenant sur trois dettes financières :

- Une ligne de crédit syndiqué (multidevises), renouvelée en décembre 2017 pour une durée de 5 ans (avec une extension d'un an possible) à taux variable (Euribor ou Libor) et utilisée au 30 juin 2019 à hauteur de 100 millions d'euros ;
- Un emprunt contracté en décembre 2017 sur une durée de 6 ans à taux variable (Euribor) (mais dont le taux a été fixé via un swap de taux) afin de financer l'acquisition de la société Exensor et dont le solde au 30 juin 2019 est de 24 millions d'euros ;

- Un emprunt contracté en 2015 sur une durée de 5 ans à un taux fixe de 1,2 % afin de financer les travaux du siège social du Groupe et dont le solde au 30 juin 2019 est de 1,7 millions d'euros.

Le covenant, calculé sur les comptes consolidés et sur 12 mois glissants, prévoit un Endettement net rapporté à l'EBITDA inférieur ou égal à 2,5.

À la suite de l'avertissement sur résultat publié le 16 mai, le Groupe a obtenu par anticipation un accord de la majorité de ses banques de financement, afin de ne pas appliquer le covenant au 30 juin 2019. Les échéances à plus d'1 an de ces dettes ont ainsi été maintenues en passif financier non courant.

Comme indiqué dans le communiqué du 27 juin 2019, les discussions avec les banques de financement sur l'application du covenant au 31 décembre 2019 ont été repoussées à une date ultérieure, au plus tard à la date de publication des comptes annuels consolidés, prévue fin mars 2020.

### Note 17. Engagements de retraite et avantages assimilés

(en milliers d' €)	31.12.2018	Dotations	Reprises utilisées	Ecarts actuariels	Autres*	30.06.2019
Provisions pour médailles du travail	485	-	-	-	-	485
Provisions pour engagements de retraites	25 827	1 352	(192)	2 264	231	29 483
<b>PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITES</b>	<b>26 312</b>	<b>1 352</b>	<b>(192)</b>	<b>2 264</b>	<b>231</b>	<b>29 968</b>

\* Entrée de périmètre de la société Airstar Aerospace principalement

Les taux d'actualisation retenus pour l'évaluation des engagements sont :

	30.06.2019		31.12.2018	
	France	Royaume-Uni	France	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	0,90%	2,20%	1,60%	2,75%

### Note 18. Autres provisions pour risques et charges

(en milliers d' €)	31.12.2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres variations	30.06.2019
Litiges	5 689	221	(310)	(50)	2	-	5 552
Pertes à terminaison <sup>(1)</sup>	4 316	24 131	(832)	(599)	(142)	0	26 874
Autres risques	6 908	118	(2 286)	(406)	2	50	4 386
Autres charges	60	-	-	-	-	24	84
<b>Provisions non courantes</b>	<b>16 972</b>	<b>24 469</b>	<b>(3 428)</b>	<b>(1 055)</b>	<b>(137)</b>	<b>74</b>	<b>36 895</b>
Garantie	10 882	2 286	(3 562)	(857)	32	-	8 780
Charges sur affaires livrées	16 866	7 638	(6 394)	(418)	6	(0)	17 698
<b>Provisions courantes</b>	<b>27 748</b>	<b>9 924</b>	<b>(9 956)</b>	<b>(1 275)</b>	<b>38</b>	<b>(0)</b>	<b>26 478</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>44 721</b>	<b>34 394</b>	<b>(13 384)</b>	<b>(2 331)</b>	<b>(100)</b>	<b>74</b>	<b>63 373</b>

(1) L'augmentation des provisions pour pertes à terminaison est essentiellement liée aux pertes prévisionnelles annoncées sur deux contrats (voir Note 4)

Note 19. Engagements hors bilan
 

---

(en milliers d' €)	30.06.2019	31.12.2018
<b>Engagements donnés</b>		
Cautions bancaires de marchés	389 704	429 591
<b>Engagements reçus</b>		
Cautions reçues des fournisseurs	162 375	168 003

 Note 20. Exposition aux risques
 

---

Le Groupe a poursuivi les politiques de gestion des risques financiers, de contrepartie et de liquidité, telles que décrits dans les notes aux états financiers consolidés 2018.

 Note 21. Passifs éventuels
 

---

Le Groupe considère, en application des critères de l'IAS 37, que la procédure judiciaire décrite ci-après ne doit pas faire l'objet d'une provision au 30 juin 2019, compte tenu du caractère incertain de son issue :

CNIM et CNIM Industrie ont été assignées en mai 2019 par le dirigeant d'une filiale étrangère qui demande un complément de rémunération, rétroactivement sur une période très longue. Le Groupe conteste la régularité de l'assignation et le bien-fondé de cette demande. La procédure est pendante devant le tribunal de commerce.

 Note 22. Evènements postérieurs à la date de clôture
 

---

Néant.

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

**PricewaterhouseCoopers Audit**

63 rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**DELOITTE ET ASSOCIES**

6, Place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle****(Période du 1er janvier au 30 juin 2019)**

Aux Actionnaires

**Constructions Industrielles de la Méditerranée (CNIM)**

35 rue de Bassano  
75008 PARIS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Constructions Industrielles de la Méditerranée (CNIM), relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.



Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- Le paragraphe « Continuité d'exploitation » de la note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés qui expose les éléments sous-tendant le maintien du principe de continuité d'exploitation pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2019 ;
- La note 2 « Changements de méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés qui expose l'incidence de la première application au 1er janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

## **II - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 30 août 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Deloitte et Associés

Sébastien LASOU

Philippe BATTISTI

## **ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés condensés pour le semestre écoulé, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 30 Août 2019

Nicolas DMITRIEFF  
Président du Directoire